

BURKINA FASO

RAPPORT ANNUEL - ANNUAL REPORT

2013



BANK OF AFRICA

Groupe BMCE BANK



SOMMAIRE

TABLE OF CONTENTS

1	Le mot du PDG de BOA GROUP <i>Message from the CEO of BOA GROUP</i>
2-3	Plus de 30 ans de croissance et d'expansion <i>Over 30 years of growth and expansion</i>
4	Plus de 30 ans d'expérience au service des clients <i>Over 30 years of experience serving customers</i>
5	Les engagements du Groupe <i>The commitments of the Group</i>
6	Produits et Services disponibles <i>French only</i>

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ACTIVITY REPORT

8-9	Le mot du Directeur Général <i>Comments from the Managing Director</i>
10	Faits marquants 2013 <i>Highlights 2013</i>
11	Chiffres-clés au 31/12/2013 <i>Key figures on 31/12/2013</i>
12-13	Engagements citoyens de la Banque et de la Fondation BANK OF AFRICA <i>French only</i>
14	Conseil d'Administration, Capital <i>Board of Directors, Capital</i>
15-24	Rapport du Conseil d'Administration <i>Report by the Board of Directors</i>
25-32	Rapports des Commissaires aux Comptes
25-28	<i>Rapport Général / French only</i>
29-32	<i>Rapport Spécial / French only</i>
33-39	Bilan et Compte de Résultat <i>Balance sheet and Income statement</i>
40-43	Résolutions <i>Resolutions</i>
44-54	Annexes <i>French only</i>

MESSAGE FROM THE CEO OF BOA GROUP

The BANK OF AFRICA Group's 2013 financial year was highlighted mainly by the following five objectives:

- continue its external growth,
- improve its operating structure,
- launch a vast plan to strengthen its risk control,
- expand its sales & marketing set up,
- continue to enhance its financial results.

The BANK OF AFRICA Group's development was reflected in 2013 by the opening of a subsidiary in Togo.

Meanwhile, the Group's institutionalisation continued with an expansion in its Central Departments at head office.

With the same determination of more precision-based management, a major project for redefining Risk management was launched in synergy with the BMCE Bank Group, our majority shareholder. In the same light, a system of environmental and social management was set up in this same area.

The restructuring of our sales & marketing organisation and the implementation of our business model were maintained and extended to our corporate clients and English-speaking subsidiaries.

As for financial results, the progress made in 2012 continued in 2013, as seen in the following data.

Customer deposits reached 3.4 billion euros, a 7.2% increase driven mainly by an increase in the number of accounts, which exceeded the 2 million mark in May 2014.

Outstanding customer loans came to 2.5 billion euros, a 13.4% increase.

Total assets rose by 9.7% to 4.8 billion euros at end-2013.

Net Banking Income (NBI) improved by 10.2% to 320.6 million euros.

Consolidated net profit rose slightly, by 1% from 56.2 million euros in 2012 to 56.7 million euros, due to a large provision made on a file in a WAEMU BOA. Without this provision, net income rose by about 16%, thus reflecting the Group's dynamism.

In 2014, we will maintain and strengthen our policy, which reconciles commercial development and structural reinforcement within the framework of our 2013-2015 Three-Year Development Plan. The final objective is to reinforce our participation in financing national economies and to increase the involvement of African citizens in the economic and social life of their countries.

I thank all our customers for their trust in us, the BANK OF AFRICA staff for their unfailing commitment, and our shareholders for their steadfast support, particularly our majority shareholder, BMCE Bank.

Mohamed BENNANI

BOA GROUP S.A. Chairman & CEO

LE MOT DU PDG DE BOA GROUP



L'exercice 2013 du Groupe BANK OF AFRICA est principalement caractérisé par cinq points :

- la poursuite de son développement externe,
- l'amélioration de sa structure opérationnelle,
- le lancement d'un vaste chantier visant à un meilleur contrôle de ses risques,
- le renforcement de son organisation commerciale,
- et des résultats toujours en hausse.

Le développement du Groupe BANK OF AFRICA s'est traduit en 2013 par l'ouverture d'une nouvelle banque au Togo.

Parallèlement, l'institutionnalisation du Groupe s'est poursuivie, par le renforcement des Directions Centrales qui pilotent celui-ci.

Avec la même volonté d'un pilotage plus précis, un important chantier de redéfinition de la filière Risques a été lancé en synergie avec le Groupe BMCE Bank, notre actionnaire majoritaire de référence.

Dans le même esprit, un système de gestion environnementale et sociale a été mis en place sur cette même filière.

La restructuration de notre organisation commerciale et l'implantation de notre « business model » ont été maintenus et élargis à notre clientèle entreprise et à nos filiales anglophones.

En ce qui concerne les résultats financiers, la progression notée en 2012 a perduré en 2013, comme le montrent les données suivantes.

Le volume des dépôts de clientèle atteint 3,4 milliards d'euros, augmentant ainsi de 7,2 %, grâce notamment à une augmentation du nombre de comptes qui a permis de franchir la barre des 2 millions de comptes en mai 2014.

L'encours des créances sur la clientèle s'élève à 2,5 milliards d'euros, soit une hausse de 13,4 %.

Le total bilan, avec 4,8 milliards d'euros fin 2013, connaît une évolution annuelle de 9,7 %.

Le Produit Net Bancaire (PNB) croît de 10,2 % et atteint 320,6 millions d'euros.

Le résultat net consolidé s'établit à 56,7 millions d'euros contre 56,2 millions d'euros en 2012, soit une hausse réduite à 1 %. Cette modeste évolution est due à une importante provision sur un seul dossier dans l'une des BOA de l'UEMOA. Si l'on neutralise cette provision, le résultat net a augmenté d'environ 16 %, traduisant ainsi plus fidèlement le dynamisme du Groupe.

L'année 2014 verra la poursuite et le renforcement de notre politique qui concilie développement et renforcement structurel comme commercial, régie par notre Plan Triennal de Développement 2013-2015, avec pour objectif final une participation toujours plus forte dans le financement des économies nationales et une intégration toujours plus concrète du citoyen africain dans la vie économique et sociale de son pays.

Je remercie l'ensemble des clients pour leur confiance, les équipes BANK OF AFRICA pour leur engagement constant, nos actionnaires pour leur soutien permanent, et en particulier notre actionnaire principal, BMCE Bank.

Mohamed BENNANI

Président Directeur Général de BOA GROUP S.A.

PLUS DE 30 ANS DE CROISSANCE ET D'EXPANSION

OVER 30 YEARS OF GROWTH AND EXPANSION

RÉSEAU BANCAIRE*

BANKING NETWORK*

1983 BANK OF AFRICA – MALI

15 Agences et 1 Centre d'Affaires à Bamako.
10 Agences régionales et 20 Bureaux de proximité.

1990 BANK OF AFRICA – BÉNIN

22 Agences, 1 Centre d'Affaires et 2 Guichets portuaires à Cotonou.
21 Agences régionales.

1994 BANK OF AFRICA – NIGER

Créée en 1989 : NIGERIAN INTERNATIONAL BANK (NIB). Intégrée au Réseau BOA en 1994.

11 Agences à Niamey.
8 Agences régionales.

1996 BANK OF AFRICA – CÔTE D'IVOIRE

Créée en 1980 : BANAFRIQUE.
Intégrée au Réseau BOA en 1996.

14 Agences et 1 Centre d'Affaires à Abidjan.
8 Agences régionales et 1 Bureau de proximité.

1998 BANK OF AFRICA – BURKINA FASO

17 Agences et 1 Centre d'Affaires à Ouagadougou.
14 Agences régionales.

1999 BANK OF AFRICA – MADAGASCAR

Créée en 1989 : BANKIN'NY TANTSAHA MPAMOKATRA (BTM) / Banque nationale pour le développement rural.
Intégrée au Réseau BOA en 1999.

21 Agences et 1 Centre d'Affaires à Antananarivo.
59 Agences régionales.

2001 BANK OF AFRICA – SÉNÉGAL

18 Agences, 1 Centre d'Affaires et 1 bureau WU à Dakar.
10 Agences régionales et 1 bureau WU en Région.

2004 BANQUE DE L'HABITAT DU BÉNIN

2 Agences à Cotonou.

2004 BANK OF AFRICA – KENYA

Créée en 1981 : sous forme de succursale BANQUE INDOSUEZ > CRÉDIT AGRICOLE-INDOSUEZ > CALYON. Intégrée au Réseau BOA, sous forme de filiale de droit kenyan, en 2004.

15 Agences et 1 Centre d'Affaires à Nairobi.
15 Agences régionales, 1 Centre d'Affaires à Mombasa.

2006 BANK OF AFRICA – UGANDA

Créée en 1985 : SEMBULE INVESTMENT BANK Ltd > ALLIED BANK. Intégrée au Réseau BOA en 2006.

20 Agences à Kampala.
13 Agences régionales.

2007 BANK OF AFRICA – TANZANIA

Créée en 1995 : EURAFRICAN BANK – TANZANIA Ltd (EBT). Intégrée au Réseau BOA en 2007.

10 Agences à Dar es Salaam.
9 Agences régionales.

2008 BANQUE DE CRÉDIT DE BUJUMBURA

Créée en 1909 à Bruxelles : BANQUE DU CONGO BELGE (BCB). 1922 : Agence BCB à Usumbura, Burundi.
25 juillet 1964 : BANQUE DE CRÉDIT DE BUJUMBURA (BCB). Intégrée au Réseau BOA en 2008.

8 Agences, 1 Centre d'Affaires et 5 Guichets à Bujumbura.
12 Agences et 1 Guichet en province.

2010 BANK OF AFRICA – RDC

7 Agences à Kinshasa.
1 Agence régionale.

2010 BANK OF AFRICA – MER ROUGE

Créée en 1908 : BANQUE INDOSUEZ MER ROUGE (BIMR). Intégrée au Réseau BOA en 2010.

4 Agences et 1 Guichet à Djibouti.
1 Bureau de représentation à Addis Abeba en Éthiopie.

2011 BANK OF AFRICA – GHANA

Créée en 1999 : AMALBANK.
Intégrée au Réseau BOA en 2011.

14 Agences et 1 Centre d'Affaires à Accra.
5 Agences régionales.

2013 BANK OF AFRICA – TOGO

3 Agences à Lomé.

FILIALES*

SUBSIDIARIES*

1997 **ACTIBOURSE**

Siège social à Cotonou.
1 Bureau de liaison à Abidjan.
1 contact dans chaque BOA.

2002 **AÏSSA**

Siège social à Cotonou.

2002 **AGORA**

Siège social à Abidjan.

2004 **ATTICA**

Siège social à Abidjan.

2009 **BOA-ASSET MANAGEMENT**

Siège social à Abidjan.

2010 **BOA-FRANCE**

4 Agences à Paris.
1 Agence à Marseille.

AUTRES STRUCTURES*

OTHER ENTITIES*

1999 **FONDATION BANK OF AFRICA**

BANK OF AFRICA FOUNDATION

Siège social à Bamako.
Présente dans 11 pays du Groupe.

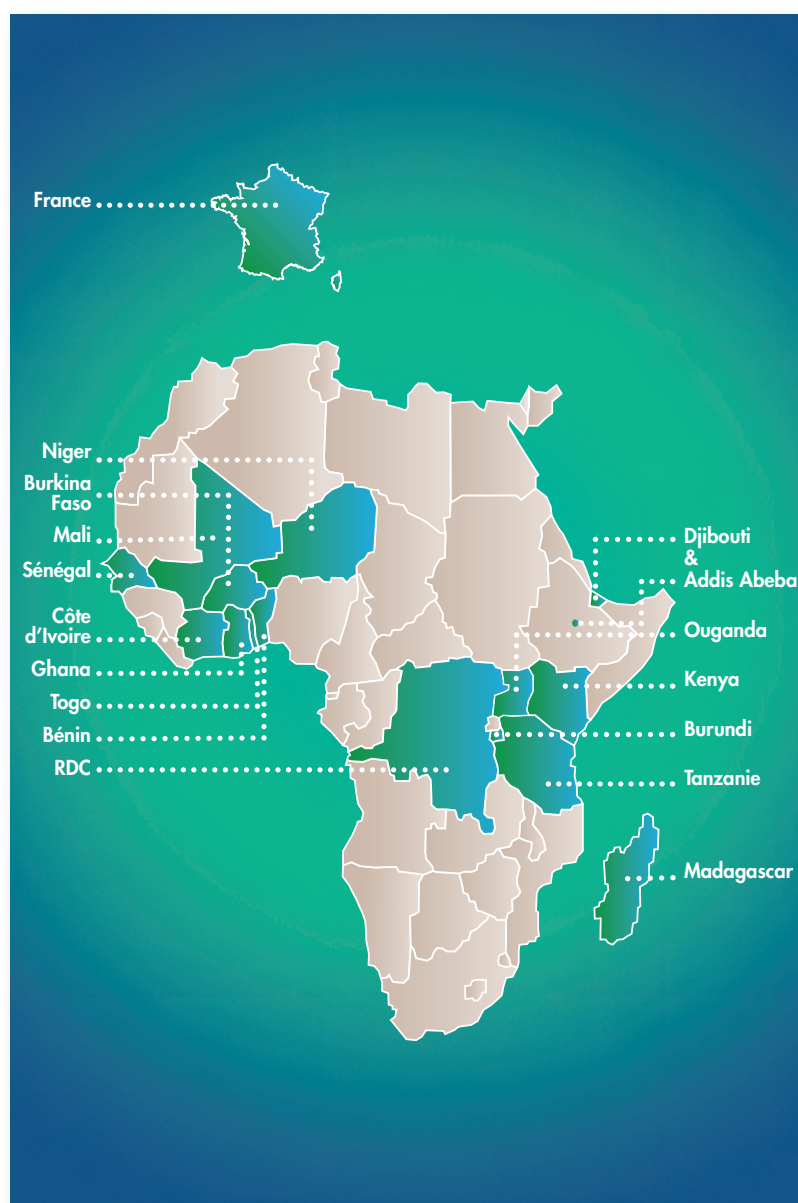
2000 **GIE GROUPE BOA**

BOA GROUP EIG

Siège social à Paris.

(*) Réseau BANK OF AFRICA au 31/3/2014.

(*) BANK OF AFRICA Network at 31/3/2014.



Créée en	<i>Created in</i>
Intégrée au Réseau BOA	<i>Integrated into BOA Network</i>
Siège social	<i>Head Office</i>
Agence	<i>Branch</i>
Agence régionale	<i>Regional Branch</i>
Centre d'Affaires	<i>Business Centre</i>
Bureau de proximité	<i>Local Branch</i>
Bureau de liaison	<i>Liaison Office</i>
Guichet	<i>Counter</i>
Guichet portuaire	<i>Port Branch</i>
Présente dans 11 pays du Groupe.	<i>Presence in 11 countries where the Group operates.</i>

PLUS DE 30 ANS D'EXPÉRIENCE AU SERVICE DES CLIENTS

OVER 30 YEARS OF EXPERIENCE SERVING CUSTOMERS

UN RÉSEAU PUISSANT*

5 000 personnes au service de plus d'un million de clients.

Environ 430 sites d'exploitation et de production dédiés, sur 17 pays.

Un parc de Guichets Automatiques Bancaires et de Terminaux de Paiement Électronique, d'environ 600 unités, en expansion continue.

Près de 1 800 000 comptes bancaires.

A STRONG NETWORK*

5,000 people at the service of more than one million customers.

About 430 dedicated operating and service support offices in 17 countries.

A continuously expanding base of Automated Teller Machines and Electronic Payment Terminals, numbering around 600.

Close to 1,800,000 bank accounts.

UNE OFFRE ÉTENDUE ET DIVERSIFIÉE

Une gamme complète de produits bancaires et financiers.

Une offre attractive en matière de bancassurance.

Des solutions adaptées à tous les problèmes de financement.

Une ingénierie financière performante.

A WIDE AND VARIED OFFER

Full range of banking and financial services.

An attractive range of bank insurance products.

Tailored solutions for all financing issues.

Successful financial engineering.

UN PARTENAIRE BANQUIER DE RÉFÉRENCE, BMCE BANK,

appartenant à un grand groupe financier marocain, FinanceCom.

A LEADING BANKING PARTNER, BMCE BANK,

which is part of FinanceCom, a major Moroccan financial group.

DES PARTENAIRES STRATÉGIQUES, DONT :

PROPARCO,

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE (SFI - GROUPE BANQUE MONDIALE),

BANQUE OUEST AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT (BOAD),

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE NÉERLANDAISE POUR LE DÉVELOPPEMENT (FMO),

SOCIÉTÉ BELGE D'INVESTISSEMENT POUR LES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT (BIO),

et le fonds d'investissement AUREOS.

STRATEGIC PARTNERS, INCLUDING:

PROPARCO,

INTERNATIONAL FINANCE CORPORATION (IFC - WORLD BANK GROUP),

WEST AFRICAN DEVELOPMENT BANK (BOAD),

NETHERLANDS DEVELOPMENT FINANCE COMPANY (FMO),

BELGIUM INVESTMENT COMPANY FOR DEVELOPING COUNTRIES (BIO),

and investment fund AUREOS.

UNE EXPÉRIENCE AFRICAINE UNIQUE

Un développement continu depuis plus de 30 ans.

UNIQUE EXPERIENCE IN AFRICA

Continuous development for over 30 years.

LES ENGAGEMENTS DU GROUPE

THE COMMITMENTS OF THE GROUP

- ▶ **QUALITÉ** du service offert à la clientèle
- ▶ **DYNAMISME** et disponibilité des équipes
- ▶ **SOLIDITÉ** financière
- ▶ **COHÉSION** du réseau
- ▶ **DIVERSITÉ** des financements proposés
- ▶ **EXPERTISE** en ingénierie financière
- ▶ **PUISSANCE** des partenaires

- ▶ *Quality of customer service*
- ▶ *Dynamic, accessible staff*
- ▶ *Financial solidity*
- ▶ *Cohesive network*
- ▶ *Wide range of financing solutions*
- ▶ *Expertise in financial engineering*
- ▶ *Strong partners*

CA GROUPE 2013* :

493,7

MILLIONS D'EUROS

GROUP TURNOVER 2013*:

493.7 MILLION EUROS

(*) Chiffres au 30/4/2014

(*) Figures at 30/4/2014



PRODUITS & SERVICES DISPONIBLES À LA BOA-BURKINA FASO

COMPTES

Compte Chèque
Compte Devises

ÉPARGNE

Compte Épargne
Compte Épargne Élite
Dépôt à Terme
Plan Épargne Ambition
Plan Épargne Logement

SERVICES FINANCIERS PAR MOBILE

B-Web Smart

MONÉTIQUE

Carte SÉSAME +
Carte SÉSAME ÉPARGNE
Carte VISA LIBRA
Carte VISA PROXIMA
Carte VISA Prépayée TUCANA

MULTIMÉDIA

B-Phone - B-SMS
B-Web

PACKAGES

Pack FONXIONARIA
Pack MON BUSINESS
Pack SALARIA

PRÊTS

Avance
Découvert Autorisé (Automatique)
Prêt Collectif
Prêt Consommation
Prêt Équipement
Prêt Habitation
Prêt Immobilier « Prêt Ma Maison »
Prêt Personnel
Prêt Scolarité « Prêt Tous à l'École »
Prêt Véhicule « Prêt Ma Voiture »
Prêt Vitamine

TRANSFERTS & CHANGE

BOA Express
Change Manuel
Quick Cash
Transfert Flash
Wari
Western Union



ENTREPRISES

Large choix de produits et services à destination des grandes entreprises, PME/PMI, associations, institutions et des professions libérales.

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ACTIVITY REPORT



Sébastien TONI
Directeur Général
Managing Director



Marcel BASSOLE
Directeur Général Adjoint - Support
Deputy Managing Director - Support



Abdel ZAMPALEGRE
Directeur Général Adjoint - Exploitation
Deputy Managing Director - Operations

LE MOT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

COMMENTS FROM THE MANAGING DIRECTOR

Durant l'année 2013, les principaux indicateurs de performance de la BANK OF AFRICA – BURKINA FASO ont évolué de façon satisfaisante. La Banque a réalisé des résultats conformes, voire supérieurs aux objectifs budgétaires.

Le nombre de comptes a connu une augmentation de 27 % pour atteindre plus de 185 000 comptes en fin d'année. Les ressources collectées auprès de notre clientèle ont enregistré un taux de croissance de 10 % pour s'établir à 287 milliards de F CFA. Cette progression a été obtenue dans un contexte marqué par une politique volontariste de restriction de la collecte de dépôts rémunérés.

L'activité de distribution de crédit a été soutenue tout au long de l'année, confirmant ainsi notre position de premier plan dans le financement de l'économie nationale. Les crédits directs à la clientèle se sont, en effet, accrus de 43 % en affichant un encours de 273 milliards de F CFA en fin d'année. Cette évolution a impacté toutes les catégories de crédit, des concours d'exploitation aux crédits d'investissement aux entreprises en passant par les prêts à la consommation et au logement au profit des particuliers. L'amélioration de la qualité du portefeuille s'est poursuivie avec un taux de dégradation évoluant de 6,17 % en 2011 à 4,7 % en 2012 et à 3,4 % en décembre 2013.

Le total bilan a franchi pour la première fois le seuil de 400 milliards de F CFA pour s'établir à 414 milliards de F CFA, taille qui nous situe dans le trio de tête des banques de la place.

En termes de rentabilité, on note une bonne progression de l'ensemble des soldes de gestion. Le Produit Net Bancaire (PNB) a crû de 22 % et s'élève à plus de 25 milliards de F CFA tandis que le Résultat Brut d'Exploitation (RBE) enregistre une croissance de 28 %, soit 14,6 milliards de F CFA en fin d'exercice. Le résultat net après impôts s'établit à 10 153 milliards de F CFA, en progression de 28 % par rapport à l'année précédente. Cette évolution positive résulte de la performance de l'activité commerciale ainsi que de la bonne tenue des charges d'exploitation. Le coefficient d'exploitation, en amélioration constante, passe de 44,27 % en 2012 à 41,51 % à la fin de cet exercice.

During fiscal year 2013, the main performance metrics of BANK OF AFRICA – BURKINA FASO were satisfactory. The Bank achieved results that were in line with, or greater than, its budget projections.

The number of accounts increased by 27% to more than 185,000 at year-end. Customer deposits expanded by 10% to CFAF 287 billion, driven by an environment featuring a deliberate policy to limit deposits into interest-bearing accounts.

Loan distribution activity was robust throughout the year, thus confirming our first-tier positioning in financing the national economy. Direct customer loans expanded by 43% to CFAF 273 billion at year-end. All loan categories expanded, from business operating loans to business investment loans, consumer loans, and home-acquisition loans to individuals. The quality of the portfolio continued to improve, with the non-performing loan ratio shrinking from 6.17% in 2011 to 4.7% in 2012 and 3.4% in December 2013.

For the first time, total assets crossed the CFAF 400 billion threshold and came to CFAF 414 billion, which puts us among the top three banks in Burkina Faso.

There was a robust increase in all profitability metrics. Net Banking Income (NBI) rose by 22% to more than CFAF 25 billion, while Gross Operating Income (GOI) expanded by 28% to CFAF 14.6 billion on the year. After-tax net income increased by 28% year-on-year to CFAF 10,153 billion. This solid showing was due to the performance in commercial activity, as well as tight control of operating expenses. The cost-income ratio has improved constantly, from 44.27% in 2012 to 41.51% in 2013.

Le développement du Réseau, amorcé depuis quelques années, s'est poursuivi avec l'ouverture de cinq agences en 2013, l'objectif étant d'assurer un maillage plus étroit du territoire national et une proximité optimale avec notre clientèle.

Au niveau des ressources humaines, nous avons poursuivi le renforcement des capacités de nos équipes à travers plusieurs actions de formation afin d'accroître leurs aptitudes professionnelles face aux évolutions techniques du métier. Une attention particulière est accordée aux nouvelles recrues en vue de leur bonne intégration.

La qualité du service à la clientèle étant toujours au centre de nos préoccupations, nous nous sommes engagés dans une démarche qualité qui vise la certification aux normes ISO 9001/2008 de l'ensemble des métiers de la Banque. L'année 2014 verra le couronnement de ce processus qui se traduit d'ores et déjà par une mutation qualitative dans nos méthodes de travail.

La poursuite du renforcement de l'activité commerciale, de l'amélioration de la qualité du portefeuille, de la maîtrise des risques et des charges ainsi que la recherche et le développement de prestations de services rémunératrices en termes de commissions, demeureront les priorités de la Banque au cours de l'exercice à venir conformément au plan triennal de développement (PTD) 2013-2015. Un renforcement des fonds propres de la Banque sera réalisé en 2014, non seulement pour répondre à l'évolution de la réglementation, mais surtout pour permettre la poursuite de la croissance de l'activité.

Nous saluons ici la mobilisation et le dévouement du personnel de la Banque sans lesquels les réalisations signalées ci-avant n'auraient pas été possibles. Nous tenons également à remercier nos clients pour leur confiance renouvelée et notre Conseil d'Administration pour son soutien constant.

Sébastien TONI

Directeur Général

The expansion in the branch network, which began a few years ago, continued with the opening of five new branches in 2013, with the objective of providing more extensive nationwide coverage and optimum proximity with our customers.

We continued to enhance our human resources through several initiatives to train our staff in the latest technical trends in the profession. Special attention is being devoted to new recruits to help them integrate more easily.

As the quality of customer service is always at the heart of our concerns, we have undertaken a quality control initiative targeting ISO 9001/2008 certification of all the Bank's professions. 2014 will see the culmination of this process, which is already resulting in a qualitative change in our working methods.

The Bank's main priorities in the coming year will remain further enhancement of commercial activity, improvement in the quality of the portfolio, risk control, and research and development in high-commission services, in accordance with the 2013-2015 Three-Year Development Plan. A capital increase is planned for 2014, not just to respond to shifts in regulation but also to ensure continued growth in activity.

We salute the diligence and devotion of the Bank's employees, without which the aforementioned achievements would not have been possible. We would also like to thank our customers for their ongoing trust and our Board of Directors for its steadfast support.

Sébastien TONI

Managing Director

FAITS MARQUANTS 2013

HIGHLIGHTS 2013

MARS

Pose de la première pierre du Siège de la BOA-BURKINA FASO dans la Zone d'Activités Commerciales et Administratives (ZACA) de Ouagadougou, en présence du Président Directeur Général du Groupe BOA.

MAI

Lancement du produit « B-Web Smart », service Internet mobile, qui permet de réaliser des opérations bancaires via un smartphone. Participation aux rencontres BANK OF AFRICA 2013 pour les Cadres du Groupe, à Dakar, au Sénégal.

JUIN

Inauguration d'un Centre de Vie Santé à Sarfalaye, à 400 km à l'Ouest de Ouagadougou, d'une valeur de 340 millions de F CFA financé par la Fondation BOA.

AOÛT

Ouverture de l'Agence de Banfora, ville située à 450 km au sud-ouest de la capitale.

SEPTEMBRE

Ouverture de l'Agence de Dori, ville située à 260 km au nord-est de la capitale.

OCTOBRE

Augmentation du capital social de la Banque, passant celui-ci de 8 milliards à 10 milliards de F CFA.

Participation aux Rencontres BANK OF AFRICA 2013 pour les Administrateurs du Groupe, à Fès, au Maroc.

NOVEMBRE

Inauguration, en présence du Premier Ministre, de l'école primaire publique de Tita Naponé, localité située à une centaine de km à l'ouest de Ouagadougou, école financée par la Fondation BOA.

DÉCEMBRE

Ouverture de 3 agences dans la ville de Ouagadougou : Agence de l'Avenue de la Nation, Agence de l'Avenue de la Paix et Agence de Tanghin.

Franchissement du seuil de 400 milliards de F CFA de total bilan.

MARCH

Cornerstone laid of the headquarters of BOA-BURKINA FASO in the business and administrative district of Ouagadougou, in the presence of the CEO of the BOA Group.

MAY

Launch of "B-Web Smart", a mobile Internet service for conducting banking transactions via a smartphone.

Participation in the 2013 BANK OF AFRICA network management meetings, in Dakar, Senegal.

JUNE

Inauguration of a Healthcare Centre at Sarfalaye, 400 km west of Ouagadougou, worth CFAF 340 million and funded by the BOA Foundation.

AUGUST

Opening of a Branch in Banfora, a city 450 km southwest of the capital.

SEPTEMBER

Opening of a Branch in Dori, a city 260 km northwest of the capital.

OCTOBER

Capital increase from CFAF 8 billion to CFAF 10 billion.

Participation in the 2013 BANK OF AFRICA Directors meetings, in Fes, Morocco.

NOVEMBER

Inauguration, in the Prime Minister's presence, of a BOA Foundation-funded public primary school in Tita Naponé, about 100 km west of Ouagadougou.

DECEMBER

Opening of three branches in Ouagadougou: the Avenue de la Nation Branch, the Avenue de la Paix Branch, and the Tanghin Branch.

Crossing of the CFAF 400 billion threshold in balance sheet assets.



CHIFFRES CLÉS AU 31/12/2013

KEY FIGURES ON 31/12/2013

ACTIVITÉ / ACTIVITY

Dépôts clientèle*
Deposits* 287 061

Créances clientèle*
Loans* 273 372

RÉSULTAT / INCOME

Produit Net Bancaire*
Net operating income* 25 024

Charges de fonctionnement*
Operating expenses* 9 362

Résultat Brut d'Exploitation*
Gross operating profit* 14 637

Résultat Net*
Net income* 10 153

Coefficient d'Exploitation (%)
Operating ratio (%) 41.51

STRUCTURE / STRUCTURE

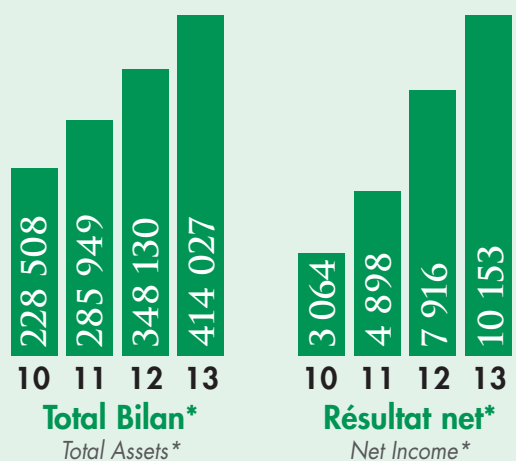
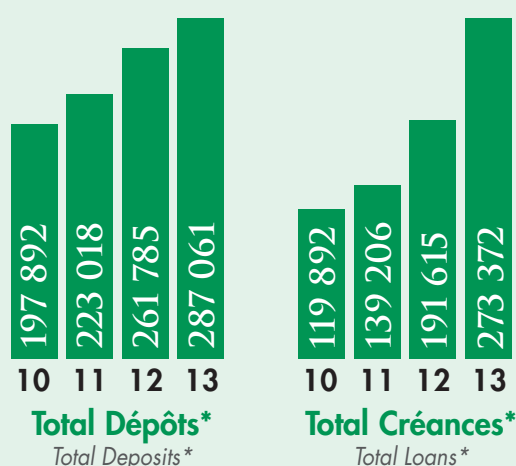
Fonds Propres après répartition*
Shareholders' equity after distribution* 27 050

Fonds Propres / Total Bilan (%)
Shareholders' equity / Total assets (%) 6.53

Effectif moyen pendant l'exercice
Average number of employees 284

Total Bilan* / Total Assets*
414 027

ÉVOLUTION DE 2010 À 2013 EVOLUTION FROM 2010 TO 2013



Pose de la première pierre du siège de la BOA-BURKINA FASO.
Laying of foundation stone of new BOA-BURKINA FASO headquarters.

Coupe du ruban symbolique par le Premier Ministre et le PCA de la BOA-BURKINA FASO lors de l'inauguration du Centre de Vie Santé offert par la Fondation BOA.

Ribbon-cutting by the Prime Minister and the Chairman of BOA-BURKINA FASO at the inauguration of the Healthcare 'Centre de Vie' provided by the BOA Foundation.

ENGAGEMENTS CITOYENS DE LA BANQUE

Durant l'année 2013, la BANK OF AFRICA – BURKINA FASO (BOA-BURKINA FASO) a poursuivi et renforcé ses actions citoyennes notamment dans les domaines social, économique et environnemental.

SOCIAL

Participation à la 6^e Édition du Marathon International BOA de Bamako par le financement du déplacement d'une délégation.



Don de 20 bourses d'études aux orphelins de pensionnés de la Caisse Autonome de Retraite des Fonctionnaires (CARFO).

Remise de prix et fournitures scolaires aux meilleurs élèves de la Région du Sud-Ouest.



Remise tout au long de l'année de prix et de bourses scolaires à différentes écoles et centres de formation.

ÉCONOMIQUE

L'année 2013 a été marquée par la poursuite et la concrétisation de plusieurs actions de financement déjà entreprises les années passées :

- appui à l'agriculture et notamment à la filière coton, l'un des principaux produits d'exportation du Burkina : SOFITEX - 38 513 millions de F CFA et SOCOMA - 15 000 millions de F CFA ;
- appui aux entreprises agro-alimentaires : SN CITEC - 7 000 millions de F CFA et SAGRO-COM - 5 650 millions de F CFA ;
- appui au secteur de l'énergie et des hydrocarbures : SONABHY - 6 500 millions de F CFA, TOTAL BURKINA - 17 300 millions de F CFA et VIVO ÉNERGIE - 8 500 millions de F CFA ;
- appui au secteur de la santé : CAMEG - 4 000 millions de F CFA ;
- appui au secteur des BTP : SOGEA SATOM - 2 200 millions de F CFA ;
- Appui au secteur de l'industrie : CIMAF - 13 000 millions de F CFA.

ENVIRONNEMENTAL

À l'instar des autres banques du Groupe BANK OF AFRICA, la BOA-BURKINA FASO a adopté une politique en matière de Gestion Environnementale et Sociale (PGES), matérialisant ainsi son engagement pour le développement durable. La mise en œuvre de cette politique consiste à évaluer les risques environnementaux et sociaux de chaque demande de crédit.

En outre, la Banque Finance plusieurs entreprises pour des travaux d'assainissement et de traitement des eaux usées de la ville de Bobo Dioulasso.

ACTIONS DE LA FONDATION BOA

En 2013, la Fondation BOA a soutenu plusieurs projets et associations de développement communautaire.

Don d'un Centre de Vie Santé d'une valeur de 340 millions de F CFA, aux populations de Sarfalaye à 400 km à l'Ouest de Ouagadougou. Ce Centre de Vie Santé comprend un dispensaire, une maternité, un espace de causerie, une cuisine, un dépôt pharmaceutique, des logements des agents de santé, un forage équipé d'une pompe immergée avec un château d'eau. L'alimentation électrique se fait par énergie solaire.



▲ Les masques manifestent leur joie lors de l'inauguration du Centre de Vie École offert au village de Tita Naponé par la Fondation BOA. Les premiers élèves de l'école primaire de Tita-Naponé, construite par la Fondation BOA. ▼



▲ Don de la Fondation BOA au dispensaire du village de Sarfalaye.



Soutien au secteur de l'éducation en tant que sponsor officiel et exclusif de l'émission « Tableau d'Honneur », programme télévisuel socio-éducatif qui met en exergue les élèves les plus brillants des lycées et collèges du pays. La valeur de la contribution s'élève à 30 millions de F CFA.

Don de fournitures scolaires (cahiers Fondation) aux élèves de l'école primaire ci-dessus dans le cadre de l'opération « Tous à l'École ». ▼

Don d'un Centre de Vie École, d'une valeur de 100 millions de F CFA, aux populations du village de Tita-Naponé à 120 km à l'ouest de Ouagadougou. Ce centre comprend outre les salles de classe, des logements d'enseignants, un forage, une cantine scolaire et une salle de soins infirmiers. L'alimentation électrique se fait par énergie solaire.



CONSEIL D'ADMINISTRATION & CAPITAL

BOARD OF DIRECTORS & CAPITAL

CONSEIL D'ADMINISTRATION / BOARD OF DIRECTORS

Au 2 avril 2014, le Conseil d'Administration de 9 membres, est composé comme suit :

At 2nd April 2014, the Board of Directors comprised the following 9 members:

Lassiné DIAWARA, Président / *Chairman*

Mohamed BENNANI

BOA WEST AFRICA, représentée par
represented by Lala MOULAYE

BANK OF AFRICA – NIGER, représentée par
represented by Bouraïma WANKOYE

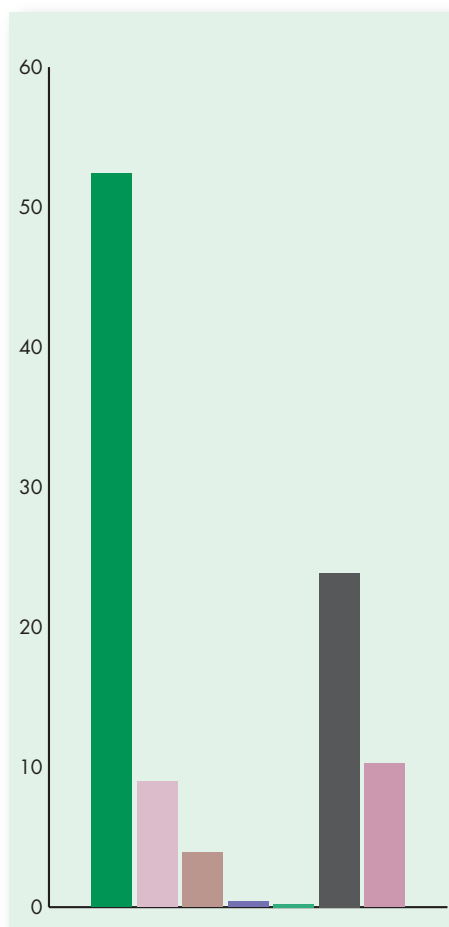
CAURIS CROISSANCE, représentée par
represented by Noël Yawo EKLO

Mamadou KA

Delchan OUEDRAOGO

UNION DES ASSURANCES DU BURKINA-VIE,
représentée par / *represented by*
Soumaila SORGHO

Abderrazzak ZEBDANI



CAPITAL

Au 2 avril 2014, la répartition du capital s'établit comme suit :

At 2nd April 2014, the Bank's capital was held as follows:

52.38% BOA WEST AFRICA

8.98% UNION DES ASSURANCES DU BURKINA-VIE

3.89% ATTICA S.A.

0.41% CAURIS CROISSANCE

0.23% AUTRES BANK OF AFRICA
OTHER BANK OF AFRICA ENTITIES

23.87% AUTRES ACTIONNAIRES PRIVÉS
OTHER PRIVATE SHAREHOLDERS

10.24% LASSINE DIAWARA

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

REPORT BY THE BOARD OF DIRECTORS



Lassiné DIAWARA

Président du Conseil d'Administration

Chairman of the Board of Directors

CHIFFRES CLÉS DU BURKINA FASO EN 2013 2013 BURKINA FASO KEY FIGURES

Superficie (milliers de Km ²)	274	Area (thousand Km ²)
Population (millions d'habitants)	16.93	Population (million inhabitants)
PIB (USD milliards)	11.58	GDP (USD billions)
PIB/HAB (USD)	683.99	GDP Per capita (USD)
Nombre de banques	12	Number of banks

Estimations au 31/12/2013 / As at 31/12/2013

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 2 AVRIL 2014

LE CADRE ÉCONOMIQUE & FINANCIER DE L'EXERCICE 2013

L'environnement international

Marquée par un manque de stabilité, hétérogène et fragile d'une zone économique à une autre, l'activité économique s'est progressivement améliorée notamment avec la dynamique de croissance dans les pays avancés.

Au niveau mondial

Les retombées de l'activité des pays avancés au cours du quatrième trimestre permettent d'espérer des perspectives de croissance plus favorables pour l'économie mondiale. Des risques de dégradation demeurent au regard notamment de la politique monétaire américaine, qui favoriserait plus de rendement à long terme.

Selon les dernières projections, le taux de croissance mondiale serait de 2,9 % en 2013 contre 3,2 % en 2012 ; pendant que l'inflation mondiale ressortirait à 3,3 % contre 3,8 % en 2012.

Aux États-Unis

Avec une croissance économique relativement robuste au second et au troisième trimestre, malgré une réduction des dépenses publiques, le taux de croissance serait de 1,6 % en 2013, en deçà des 2,8 % de 2012. Cette croissance est notamment la résultante des conditions favorables de financement et de la poursuite de la dynamique du marché de l'emploi. Le taux d'inflation est projeté à 1,4 % en 2013 contre 2,1 % un an plus tôt.

Dans la zone Euro

La croissance économique devrait être positive sur le quatrième trimestre, mais serait pour toute l'année 2013 en phase de récession. Le PIB devrait être de - 0,4 % en 2013 contre - 0,6 % en 2012. La zone continue de subir les effets de la crise de l'endettement, en dépit des diverses mesures adoptées, dont les effets tardent à se faire ressentir. Le taux de chômage en hausse continue depuis deux ans environ, est attendu à 12,3 % en 2013 contre 11,4 % en 2012. L'inflation devrait être contenue pour l'année 2013 en moyenne annuelle à 1,5 % contre 2,5 % en 2012.

En Chine

Après un ralentissement en début d'année, l'activité économique a connu un certain regain au cours du troisième trimestre, sous l'effet notamment de la forte expansion du crédit. Le PIB serait de 7,6 % en 2013 contre 7,7 % en 2012.

En octobre 2013 la hausse annuelle des prix à la consommation ressortait à 3,2 %, en lien avec la flambée des prix des produits alimentaires. Pour 2013, le taux d'inflation est projeté à 2,7 % contre 2,6 % une année auparavant, alors que le taux de chômage demeurerait à 4,1 %.

En Afrique subsaharienne

L'activité économique a connu tout au long de l'année 2013 une croissance soutenue. Le PIB est attendu à 5,0 % contre 4,9 % en 2012. La Compagnie Française d'Assurance pour le Commerce Extérieur



La nouvelle Agence Avenue de la Nation.
The new Avenue de la Nation Branch.



La nouvelle Agence de Banfora ouverte en août 2013.
The new Banfora Branch opened in August 2013.

(COFACE), lors de son Colloque Risque Pays 2014, cite quatre pays subsahariens (Rwanda, Nigéria, Kenya et Côte d'Ivoire) qui seront notamment épargnés par une nouvelle montée du risque et dont la croissance devrait rester forte en 2014. La diversification sectorielle de leur économie, favorable à la consommation, est un des facteurs clé de cette dynamique de croissance.

L'inflation ne devrait pas beaucoup progresser dans la plupart des pays de la région, elle s'établirait à 6,9 % en 2013 contre 9,0 % en 2012.

L'évolution de la situation économique dans l'UEMOA

Dans l'UEMOA, les dernières prévisions confirment la bonne adaptation des économies de l'Union, en dépit d'une conjoncture internationale défavorable. La poursuite des investissements publics, associée au dynamisme attendu des investissements privés, favoriseraient une assez bonne croissance économique avec un PIB qui ressortirait à 6,0 % en 2013 contre 6,5 % en 2012. Si les prix à la consommation poursuivent la même décélération affichée au cours des derniers mois, le taux d'inflation devrait se situer autour de 1,6 % cette année contre 2,4 % en 2012. Aucune tension inflationniste n'est perceptible à moyen terme au regard des perspectives tant régionales qu'internationales.

Au plan financier, l'activité boursière régionale poursuit sa tendance haussière amorcée depuis septembre 2013. En effet, entre octobre et novembre 2013, les indices BRVM 10 et BRVM composite ont augmenté respectivement de 3,7 % et de 5,0 %.

La situation économique et financière au Burkina Faso

↑ PIB + 6,8 %

Au Burkina Faso, il est attendu en 2013 un taux de croissance du PIB d'environ 6,8 %, contre un taux de 9,0 % en 2012. La performance de 2012 est essentiellement imputable aux bonnes productions céréalière et cotonnière qui ont progressé de plus de 30 % par rapport à leur niveau de 2011.

Pour l'année 2013, le secteur tertiaire devrait jouer un rôle prépondérant dans la croissance économique avec une contribution de 3,6 points, viendront ensuite les secteurs primaire et secondaire pour respectivement 2 et 1,2 points.

Avec une hausse de 11,3 % par rapport à 2012, la production cumulée d'or à fin octobre 2013 était de 26,736 tonnes. Si cette tendance se poursuivait, la production totale d'or en 2013 devrait être supérieure à celle de 2012, toute chose qui pourrait contribuer à améliorer les ressources financières de l'État par le biais des taxes et participations.



Photo de famille lors de la pose de la première pierre du Siège de la BOA-BURKINA FASO.
Group photo during laying of foundation stone of new BOA-BURKINA FASO headquarters.

Les recettes fiscales mobilisées seraient de 1 154 milliards de F CFA en 2013 contre 1 012 milliards de F CFA un an plutôt.

L'inflation à fin octobre 2013 ressort en baisse de 2,4 % comparativement à son niveau de l'année dernière. Si cette tendance restait inchangée, la norme de 3 % fixée par l'UEMOA pourrait être respectée cette année.

Le programme 2011-2015 de la SCADD (Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable) dont l'objectif principal est de réaliser un taux de croissance réel du PIB égal à 10 %, serait réalisé à environ 60 % après trois années d'exécution. Il est également attendu courant 2014, les résultats de l'évaluation des impacts de la mise en œuvre de la SCADD.

Le budget 2014 prévoit des ressources prévisionnelles de 1 665 milliards de F CFA, soit un accroissement de 171 milliards par rapport à 2013, tandis que les dépenses sont estimées à 1 833 milliards de F CFA, en hausse de 178 milliards de F CFA. Le besoin de financement qui s'en dégage est de l'ordre de 169 milliards de F CFA et devrait être comblé par des appuis budgétaires et des recettes issues d'émissions obligataires.

ANALYSE DES COMPTES DE BILAN ET DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2013

L'exercice qui s'est achevé le 31 décembre 2013 aura été celui de la confirmation des performances obtenues l'exercice précédent, se traduisant par une progression sensible tant du bilan que du résultat de la Banque.

↑ TOTAL BILAN + 19 %

Le total du bilan atteint ainsi le montant de 414 027 millions de F CFA, après une augmentation de 65 897 millions de F CFA, soit + 19 %. Cette évolution a notamment pour origine l'accroissement sensible des emplois et des ressources de la Banque.

Les ressources clientèle connaissent une croissance annuelle de 10 % et s'établissent à 287 061 millions de F CFA, portées notamment par l'évolution des comptes sur livret et des comptes à vue respectivement de 13 133 millions de F CFA et 11 341 millions de F CFA.

Les comptes à vue renforcent leur poids relatif dans la structure des ressources et représentent 45 % du total des ressources collectées contre 44 % l'année précédente.

En ce qui concerne les dépôts à terme, leur encours est quasiment stable à 106 milliards de F CFA sur les deux dernières années.

↑ PDM RESSOURCES : 15,3 %

La part de marché de la Banque, en termes de ressources, s'affiche à 15,3 % en septembre 2013 et nous place au troisième rang des banques burkinabé.

La progression de la base clientèle est illustrée par la variation positive du nombre de comptes de 27 %, soit 39 481 nouveaux comptes.

Le nombre de comptes à vue des particuliers augmente de 15,02 %, tandis que leur encours progresse de 24,41 % passant de 16 005 millions de F CFA à 20 072 millions de F CFA.

Le volume des dépôts collectés au titre des comptes d'épargne a évolué de 13 133 millions de F CFA pour s'établir à 51 186 millions de F CFA, soit **une progression de 34,51 %** et représente 17,83 % de l'ensemble des ressources de la clientèle.

↑ PDM EMPLOIS : 16,6 %

Les emplois clientèle se chiffrent à 273 372 millions de F CFA, en croissance de 43 % par rapport à l'exercice précédent où ils s'établissaient à 191 615 millions de F CFA. Cette évolution favorable est portée par l'ensemble des catégories de crédits. La part de marché de la Banque se situe à 16,6 % à fin septembre 2013.

Les crédits de campagne de commercialisation du coton enregistrent une progression de 19 % pour s'établir à 18 338 millions de F CFA contre 15 370 millions de F CFA à fin 2012 et représentent 6,7 % du total des emplois directs de la Banque.

Les escomptes affichent un encours de 15 000 millions de F CFA, connaissant une hausse de 182 %.

Les découverts baissent en un an de 2 758 millions de F CFA, soit -12 % pour se situer à 19 735 millions de F CFA. Leur part dans les engagements globaux s'établit à 7,2 %.

Les prêts à court terme représentent 28,56 % du portefeuille total contre 23,05 % à fin 2012 et se chiffrent à 78 077 millions de F CFA.



La nouvelle Agence Avenue de la Paix à Ouagadougou.
The new Avenue de la Paix Branch, in Ouagadougou.



La nouvelle Agence régionale de Dori.
The Dori new regional Branch.

Les prêts à moyen terme se situent à 134 879 millions de F CFA, en augmentation de 41,24 %, grâce aux crédits d'investissement accordés aux entreprises et aux prêts octroyés aux particuliers pour l'équipement et l'immobilier. Leur part dans les engagements globaux s'établit à 49,33 %.

Les engagements par signature, avec un encours global de 80 705 millions de F CFA, enregistrent une hausse de 68 %. Les ouvertures de crédits documentaires s'élèvent à 11 413 millions de F CFA, tandis que l'encours des cautions et avals délivrés en faveur de la clientèle s'établit à 69 291 millions de F CFA.

Les produits atteignent 36 394 millions de F CFA, en progression de 21 % par rapport à l'exercice précédent. Les évolutions varient selon les catégories de produits.

Les produits de trésorerie ont enregistré un repli de 11 % comparativement à l'exercice précédent en se situant à 1 592 millions de F CFA.

Les produits de clientèle atteignent 25 522 millions de F CFA contre 20 136 millions de F CFA à fin 2012, soit une croissance de 26,74 %. Cette évolution significative a été possible grâce à la progression aussi bien des intérêts sur les prêts que des produits sur les titres de placement.

Le montant total des commissions est passé de 7 809 millions de F CFA à 8 860 millions de F CFA à fin 2013, **progressant de 13,45 %**.

Les autres produits sont essentiellement constitués des reprises de provisions pour créances douteuses et litigieuses qui se chiffrent à 2 095 millions de F CFA, contre 2 035 millions de F CFA à la fin de l'année 2012, soit une hausse de 2,94 %.

Les charges bancaires s'élèvent à fin 2013 à 10 960 millions de F CFA contre 9 159 millions de F CFA en 2012, soit **un accroissement de 19,66 %** d'une année sur l'autre. Les charges liées à la rémunération des dépôts de la clientèle constituent l'essentiel de ce poste.

Les charges de personnel sont de 3 426 millions de F CFA à fin 2013, contre 2 908 millions de F CFA l'année précédente, soit une progression de 18 %. **Les autres frais généraux** s'élèvent à 5 935 millions de F CFA, enregistrant un accroissement de 12 % par rapport à l'exercice 2012.

Les autres charges sont essentiellement composées de diverses provisions et charges dont le poste principal est celui relatif aux provisions sur créances douteuses et litigieuses dont le montant passe de 2 703 millions de F CFA à 2 362 millions de F CFA en fin d'exercice 2013, soit une diminution de 12,61 %.

↑ PNB + 21,62 %

Le développement de l'activité de la Banque, conjugué à une bonne maîtrise des charges, a contribué à dégager un **Produit Net Bancaire de 25 024 millions de F CFA, en croissance de 21,62 % sur l'exercice.**

Après prise en compte des frais directs d'exploitation de 9 362 millions de F CFA, en augmentation de 14 % et de la dotation nette aux amortissements de 1 024 millions de F CFA, **le Résultat Brut d'Exploitation s'établit à 14 637 millions de F CFA, enregistrant ainsi une progression de 27,65 % par rapport à 2012.**

Le résultat de l'exercice avant impôt s'élève à **13 604 millions de F CFA**, en hausse de 32,28 % par rapport à l'exercice antérieur.

↑ RÉSULTAT NET + 28,26 %

L'estimation d'un impôt sur le bénéfice commercial de 3 451 millions de F CFA et sa prise en compte, nous conduit à **un résultat net qui s'établit à 10 153 millions de F CFA**, en hausse de 28,26 % relativement à l'exercice précédent.

Compte tenu du bénéfice réalisé de 10 153 millions de F CFA et du report à nouveau antérieur de 3 153 millions de F CFA, le Conseil d'Administration vous propose l'affectation suivante :

Bénéfice net de l'exercice 2013	10 153 066 598 F CFA
Report à nouveau 2012	3 153 471 707 F CFA
Total à répartir	13 306 538 305 F CFA
Réserve légale (15 % RN)	1 522 959 990 F CFA
Dividende brut (71 % du capital)	7 096 000 000 F CFA
Report à nouveau	4 687 578 315 F CFA

Ce montant de 7 096 000 000 F CFA affecté aux dividendes, permet de servir aux détenteurs des 1 000 000 d'actions de la Banque, un dividende brut de 7 096 F CFA par action, correspondant à 70,96 % du capital.

Le dividende net par action, après règlement de l'IRVM (12,5 %) serait de 6 209 F CFA soit un rendement de 26,99 % net par rapport au cours d'introduction en bourse (23 000 F CFA) qui a par ailleurs connu une progression de plus de 256 % à 82 000 F CFA.

Les Fonds propres après cette affectation du résultat 2013 se chiffreraient à 27 050 millions de F CFA.

Il convient de féliciter la Direction Générale et l'ensemble des collaborateurs pour la qualité des résultats obtenus au terme de l'exercice 2013 et les encourager à poursuivre leurs efforts de consolidation de la croissance de la Banque dans un contexte concurrentiel de plus en plus difficile.

Le Conseil d'Administration remercie également les actionnaires dont le soutien permanent et sans réserve ne lui a jamais fait défaut. ■

REPORT BY THE BOARD OF DIRECTORS

TO THE ANNUAL GENERAL MEETING HELD ON 2 APRIL 2014

ECONOMIC & FINANCIAL TRENDS DURING FISCAL YEAR 2013

The international environment

Although unstable, fragile and uneven from one economic zone to another, economic activity gradually improved, thanks mainly to renewed growth in developed economies.

Overall

Globally, the impact of activity in developed economies in the fourth quarter raised hopes for stronger growth on a global scale. Risks of a downturn nonetheless remain, due mainly to US monetary policy, which is favouring long-term yields more.

According to the latest projections, the global economy expanded by 2.9% in 2013 vs. 3.2% in 2012; while global inflation came to 3.3% vs. 3.8% in 2012.

United States

In the United States, with relatively robust economic growth in the second and third quarters, and despite cuts in public spending, the economy was expected to expand by 1.6% in 2013, below the 2.8% figure of 2012. This growth resulted mainly from favourable financing conditions and a further improvement in the job market. Inflation was projected at 1.4% in 2013 vs. 2.1% one year earlier.

Euro zone

In the Euro zone, economic growth is expected to be in positive territory in the fourth quarter, but in negative territory for the entire year. GDP is projected at -0.4% in 2013 vs. -0.6% in 2012. The Euro zone continues to suffer from the impact of the debt crisis, despite the various counter-measures that have been enacted, whose effects are taking some time to show up. The unemployment rate, which has risen steadily for about two years is expected to come to 12.3% in 2013 vs. 11.4% in 2012. Inflation is expected to be under control at a 1.5% annual average in 2013, vs. 2.5% in 2012.

China

In China, after a slowdown early in the year, economic activity turned up somewhat in the third quarter, driven mainly by a robust expansion in credit. GDP growth was estimated at 7.6% in 2013 vs. 7.7% in 2012.

In October 2013 consumer prices were up by 3.2% on a year-on-year basis, driven by a spike in food prices. For the full year 2013, inflation is projected at 2.7% vs. 2.6% one year previously, while the unemployment rate is expected to be 4.1%.

Sub-Saharan Africa

In Sub-Saharan Africa experienced sustained growth throughout 2013. GDP growth was projected at 5.0% vs. 4.9% in 2012. At its 2014

Country Risk Colloquium, COFACE, the French export insurance company, cited four Sub-Saharan countries (Rwanda, Nigeria, Kenya and Côte d'Ivoire) that are expected to be spared by a new run-up in risk and whose growth this expected to remain strong in 2014. The sector diversification of their economies, which is favourable to consumer spending, is one factor behind this growth momentum.

Inflation is unlikely to worsen much in most Sub-Saharan countries. In the region as a whole it is projected at 6.9% in 2013 vs. 9.0% in 2012.

WAEMU economic trends

In the WAEMU, the latest forecasts confirm that member-countries are adjusting well to the unfavourable international environment. Public investments, combined with expectations for heavy private investments, are promoting rather good economic growth, with GDP growth projected at 6.0% in 2013 vs. 6.5% in 2012. If consumer prices continue to decelerate as they have in recent months, inflation should amount to about 1.6% this year, vs. 2.4% in 2012. No inflationary pressure is perceptible in the medium term, either regionally or internationally.

On the financial front, the regional stock market continued to rise, as it has since September 2013. Between October and November 2013, the BRVM 10 and BRVM composite indices gained, respectively, 3.7% and 5.0%.

The economic and financial situation of Burkina Faso

In Burkina Faso, growth is expected to be about 6.8% in 2013, vs. 9.0% in 2012. The 2012 performance was driven mainly by healthy harvests of grains and cotton, which expanded by more than 30% compared to 2011.

In 2013, the tertiary sector is likely to play a prominent role in economic growth, with a 3.6-point contribution, followed by the primary and secondary sectors, at, respectively, 2 and 1.2 points.

Total gold output expanded by 11.3% year-on-year as of the end of October 2013, to 26,736 tonnes. Based on this trend, total gold production in 2013 should outstrip the level of 2012, which could help improve the state's financial resources through taxes and equity stakes.

Tax receipts were estimated at CFAF 1,154 billion in 2013 vs. CFAF 1,012 billion one year earlier.

As of the end of October 2013 inflation receded from one year earlier to 2.4%. If this trend continues the 3% WAEMU standard should be met this year.



Une équipe de la BOA recevant ses attestations à l'issue d'une formation sur l'accueil clientèle.
BOA staff receiving their customer relations training certificates.

The 2011-2015 programme of the Strategy for Accelerated Growth and Sustainable Development (SCADD), whose main objective is to achieve 10% real GDP growth, is expected to be 60% met after three years of execution. The results of the SCADD impact evaluation are expected in 2014.

The 2014 budget resources are expected to increase by CFAF 171 billion to CFAF 1,665 billion, while expenditure is expected to rise by CFAF 178 billion to CFAF 1,833 billion. The resulting financing needs of about CFAF 169 billion are expected to be met by fiscal supports and bond issuance receipts.

FINANCIAL STATEMENTS AND BALANCE SHEET ANALYSIS FOR FISCAL YEAR 2013

The fiscal year ended on 31 December 2013 confirmed the Bank's performances of the previous year, with appreciable improvement in both the Bank's balance sheet and its results.

TOTAL ASSETS + 19%

Total assets came to CFAF 414,027 million, up by CFAF 65,897 million, or +19%. This increase was driven mainly by the substantial increase in the Bank's deposits and loans.

Customer deposits rose by 10% on the year to CFAF 287,061 million, driven mainly by savings accounts and ordinary accounts, which expanded, respectively, by CFAF 13,133 million and CFAF 11,341 million.

Ordinary accounts increased their relative weight in the overall composition of the Bank's portfolio and now account for 45% of total deposits, vs. 44% the previous year.

Term deposits were almost unchanged in the last two years and came to CFAF 106 billion.

MARKET SHARE IN DEPOSITS: 15.3%

The Bank's market share in deposits came to 15.3% in September 2013, thus making us Burkina Faso's third-largest bank.

The expansion in the customer base is reflected in the 27% increase in the number of accounts, hence 39,481 new accounts.

The number of retail current accounts rose by 15.02%, while their total balances increased by 24.41%, from CFAF 16,005 million to CFAF 20,072 million.

Total deposits into savings accounts rose by 34.51%, or by CFAF 13,133 million, to CFAF 51,186 million and accounted for 17.83% of total customer deposits.

MARKET SHARE IN LOANS: 16.6%

Customer loans rose by 43% to CFAF 273,372 million from the previous year's figure of CFAF 191,615 million. This favourable trend was driven by all loan categories. The Bank's market share came to 16.6% at end-September 2013.

Seasonal loans for cotton sales rose by 19% to CFAF 18,338 million vs. CFAF 15,370 million at the end of 2012 and accounted for 6.7% of the Bank's total direct loans.

Discounts surged by 182% to CFAF 15,000 million.

Overdrafts declined on the year by CFAF 2,758 million, or 12%, to CFAF 19,735 million. This amounted to 7.2% of total commitments.

Short-term loans accounted for 28.56% of the total portfolio, vs. 23.05% at the end of 2012 and came to CFAF 78,077 million.

Medium-term loans rose by 41.24% to CFAF 134,879 million, thanks to investment credit granted to companies and equipment and real-estate loans to individuals. They accounted for 49.33% of total commitments.

Off-balance sheet liabilities expanded by 68% to CFAF 80,705 million. New credit lines came to CFAF 11,413 million, while guarantees granted to customers came to CFAF 69,291 million.

Income came to CFAF 36,394 million, up to 21% from one year earlier. The trend varied depending on the product category.

Treasury income declined by 11% from one year earlier to CFAF 1,592 million.

Customer income came to CFAF 25,522 million vs. CFAF 20,136 million at end-2012, a 26.74% increase, made possible by the increase in both interest on loans and income on investment products.

Total commissions rose by 13.45%, from CFAF 7,809 million to CFAF 8,860 million at end-2013.

Other income was mainly from the write-back of provisions for doubtful and litigious debts in the amount of CFAF 2,095 million, vs. CFAF 2,035 million at end-2012, a 2.94% increase.

Banking expenses rose by 19.66% to CFAF 10,960 million at end-2013, vs. CFAF 9,159 million in 2012, due mainly to the weight of remunerated customer deposits.

Personnel costs increased by 18% to CFAF 3,426 million at end-2013, vs. CFAF 2,908 million the previous year. **Other overhead expenses** came to CFAF 5,935 million, a 12% increase compared to fiscal year 2012.

Other expenses mainly consisted of various provisions and expenses. The largest of these is the provision for doubtful and litigious debts, the amount of which shrank by 12.61%, from CFAF 2,703 million to CFAF 2,362 million at end-2013.

NBI + 21.62%

The Bank's increased activity, combined with tight cost control, produced **Net Banking Income of CFAF 25,024 million, up 21.62% on the year.**

After taking into account CFAF 9,362 million in direct operating expenses, up by 14%, and CFAF 1,024 million in net amortization, **Gross Operating Income came to CFAF 14,637 million, a 27.65% increase compared to 2012.**

Pre-tax net income came to **CFAF 13,604 million**, up 32.28% from one year earlier.

NET INCOME + 28.26%

Based on estimated income tax of CFAF 3,451 million, net income came to CFAF 10,153 million, up 28.26% from one year previously.

In light of this CFAF 10,153 million profit and the previous balance brought forward of CFAF 3,153 million, the Board of Directors proposes the following allocation:

Net Income of fiscal year 2013	CFAF 10,153,066,598
2012 balance brought forward	CFAF 3,153,471,707
Total for distribution	CFAF 13,306,538,305
Legal reserve (15% of Net Income)	CFAF 1,522,959,990
Gross dividends (71% of capital)	CFAF 7,096,000,000
Balance brought forward	CFAF 4,687,578,315

This CFAF 7,096,000,000 amount allocated to dividends resulted in payment to the holders of the 1,000,000 shares in the Bank of a gross dividend of CFAF 7,096 per share, equivalent to 70.96% of capital.

Net dividend per share, after payment of a 12.5% dividend tax, comes to CFAF 6,209, or a 26.99% net yield compared to the share's issue price (CFAF 23,000), which, incidentally has risen by more than 256%, to CFAF 82,000.

Shareholders' equity after this allocation of 2013 earnings comes to CFAF 27,050 million.

Management and all employees are to be congratulated for the quality of the results achieved in fiscal 2013. They are encouraged to continue their efforts in consolidating the Bank's growth in an increasingly difficult competitive environment.

The Board of Directors also thanks the Shareholders for their unflinching and unconditional support. ■

RAPPORT GÉNÉRAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2013

En exécution de la mission de Commissariat aux Comptes qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale de votre société, nous vous présentons notre rapport prévu par l'article 715 de l'Acte Uniforme relatif au Droit des Sociétés Commerciales et du GIE de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA), au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

Conformément à ces dispositions, il nous appartient, sur la base de nos travaux, de vous présenter un rapport portant à votre connaissance :

- les contrôles et vérifications auxquels nous avons procédé et les différents sondages auxquels nous nous sommes livrés ainsi que leurs résultats ;
- les postes du bilan et des autres documents comptables auxquels des modifications nous paraissent devoir être apportées, en faisant toutes les observations utiles sur les méthodes d'évaluation utilisées pour l'établissement de ces documents ;
- les irrégularités et les inexactitudes que nous avons décelées ;
- les conclusions auxquelles conduisent les observations et rectifications ci-dessus sur les résultats de l'exercice comparés à ceux du dernier exercice.

États financiers soumis à notre audit

Les états financiers soumis à notre audit ont été préparés par la Direction Générale de votre société et se caractérisent par les principaux chiffres clés ci-après :

Eléments	Exercice 2013	Exercice 2012
Total bilan	414 027	348 130
Fonds propres effectifs	24 206	21 322
Résultat net (bénéfice)	10 153	7 916

(Millions de F CFA)

Responsabilité de la Direction dans l'établissement et la présentation des états financiers

La Direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers, conformément aux principes et méthodes comptables édictés par le Plan Comptable Bancaire (PCB) en vigueur dans les États Membres de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA). Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs ; le choix et l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

RAPPORT GÉNÉRAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2013

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Conformément aux dispositions de la circulaire n° 004-2011/CB relative aux conditions d'exercice du Commissariat aux Comptes auprès des établissements de crédit de l'UMOA, nos travaux de vérification ont porté notamment sur :

- le fonctionnement des organes sociaux ;
- l'organisation du contrôle interne ;
- la qualité du système d'information et comptable ;
- la gestion et la qualité des risques ;
- le respect de la réglementation ;
- la révision des comptes.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les principales conclusions issues de nos travaux se présentent comme suit :

1. FONCTIONNEMENT DES ORGANES SOCIAUX

Les principaux organes sociaux de la BANK OF AFRICA – BURKINA FASO sont l'Assemblée Générale des Actionnaires et le Conseil d'Administration. La composition et les règles de fonctionnement de ces organes sont régies par les Statuts de la Banque et les dispositions légales.

Nous n'avons pas d'observations particulières à formuler sur le fonctionnement des organes sociaux de la Banque.

2. ANALYSE ET ÉVALUATION DU CONTRÔLE INTERNE

D'une manière générale, l'évaluation et l'appréciation des procédures et du système de contrôle interne en vigueur au sein de la BOA-BURKINA FASO n'ont pas révélé de dysfonctionnements graves susceptibles d'avoir des incidences significatives sur la situation financière et le patrimoine de la Banque au 31 décembre 2013. Elles ont néanmoins mis en évidence un certain nombre de faiblesses jugées non significatives qui feront l'objet d'une lettre de management au Président du Conseil d'Administration et contenant notamment nos principales recommandations en vue de corriger ces faiblesses et de contribuer à l'amélioration constante du système de contrôle interne de la Banque.

3. QUALITÉ DU SYSTÈME D'INFORMATION ET COMPTABLE

Le système d'information de la BOA-BURKINA FASO repose sur le progiciel intégré IGOR. Il dispose de modules associés permettant, entre autres, l'automatisation des opérations de guichet, de comptabilité et des risques.

Nous n'avons pas d'observation particulière à formuler sur la qualité du système d'information et comptable de la Banque.

4. GESTION ET QUALITÉ DES RISQUES

La gestion et la maîtrise des risques de la Banque est assurée par le Conseil d'Administration à travers notamment la mise en place et le fonctionnement régulier des trois comités suivants :

- le comité de crédit ;
- le comité des engagements ;
- le comité d'audit.

En outre, la Direction du pôle engagements et risques de la BOA-BURKINA FASO est chargée de la révision du portefeuille des agences et des chargés de clientèle et surtout de l'analyse de tous les engagements irréguliers.

L'appréciation de la qualité des risques au niveau de la BOA-BURKINA FASO, à laquelle nous avons procédé, n'appelle pas d'observation particulière de notre part. D'une manière générale, les déclassements en douteux et litigieux des engagements ainsi que leur provisionnement sont effectués par la Banque conformément à l'instruction 94/05 de la Commission Bancaire.

5. RESPECT DE LA RÉGLEMENTATION BANCAIRE

Dans le cadre du contrôle du respect de la réglementation bancaire (circulaire n° 004-2011/CB/C du 4 janvier 2011), nous avons examiné les ratios prudentiels édictés par la BCEAO et produits par la BANK OF AFRICA – BURKINA FASO au 31 décembre 2013.

Suite à nos analyses, nous avons constaté que le ratio suivant ne respecte pas les normes :

RATIO	RATIO DE LA BOA	NORME RÉGLEMENTAIRE DE LA BCEAO
Coefficient de liquidité	67,36 %	75 % minimum

6. VÉRIFICATIONS ET INFORMATIONS SPÉCIFIQUES

Informations sur les prêts et garanties consentis aux dirigeants et aux principaux actionnaires.

L'article 45 de la loi N° 058-2008/AN du 23/12/2008 portant réglementation bancaire dispose que les Commissaires aux Comptes doivent mentionner dans leur rapport annuel à l'Assemblée, tout prêt quel que soit le montant consenti aux dirigeants, aux principaux actionnaires et aux entreprises privées

RAPPORT GÉNÉRAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2013

dans lesquelles les personnes ci-dessus visées exercent des fonctions de Direction, d'Administration ou de Gérance ou détiennent plus du quart du capital social. Ces prêts doivent être approuvés à l'unanimité par les membres du Conseil d'Administration de la Banque.

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2013, l'état de ces prêts nous a été communiqué par la BOA-BURKINA FASO. Cet état fait ressortir un encours des engagements accordés aux dirigeants de 4 492 millions de F CFA au 31 décembre 2013 soit un ratio de 18,56 % pour une norme règlementaire de 20 % maximum et se décomposant comme suit :

BÉNÉFICIAIRES	CONCOURS PAR CAISSE	ENGAGEMENT PAR SIGNATURE	TOTAL ENGAGEMENTS
Membres du Conseil d'Administration	1 716	509	2 225
Commissaires aux Comptes	82	21	103
Personnel d'exécution et de Direction	2 164	-	2 164
Total	3 962	530	4 492

(Millions de F CFA)

7. RÉVISION DES COMPTES

Postes du bilan et des autres documents comptables auxquels des modifications doivent être apportées.

Les travaux de révision effectués sur les comptes n'ont pas révélé d'erreurs ou d'anomalies susceptibles d'influencer de manière significative les comptes et états financiers qui vous sont soumis.

Opinion

En conclusion de nos travaux, l'opinion que nous serons amenés à émettre sur les états financiers de la BANK OF AFRICA – BURKINA FASO (BOA-BURKINA FASO) au 31/12/2013 tels qu'ils vous sont soumis, sera une certification sans réserve.

LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Ouagadougou, le 31 janvier 2014

Pour SOFIDEC - SARL
Oumarou Gilbert SINARE

Associé - Gérant
Expert-comptable
inscrit au Tableau de l'Ordre National
des Experts Comptables et Comptables
Agréés du Burkina Faso

Pour Cabinet ROSETTE NACRO
Rosette C. RIFFARD NACRO

Directrice Générale
Expert-comptable Diplômée d'État
inscrit au Tableau de l'Ordre National
des Experts Comptables et Comptables
Agréés du Burkina Faso

RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2013

Conformément aux dispositions de l'article 442 de l'Acte Uniforme OHADA du 17 avril 1997 relatif au Droit des Sociétés Commerciales et du GIE, toute convention entre une société anonyme et l'un de ses Administrateurs ou Directeurs Généraux ou Directeurs Généraux Adjointes, doit être soumise à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration.

Il est de même des conventions auxquelles un Administrateur ou un Directeur Général ou un Directeur Général Adjoint est indirectement intéressé ou dans lesquelles il traite avec la société par personne interposée.

Sont également soumises à autorisation préalable du Conseil d'Administration, les conventions intervenant entre une société et une entreprise ou une personne morale, si l'un des Administrateurs ou un Directeur Général ou un Directeur Général Adjoint de la société est propriétaire de l'entreprise ou associé indéfiniment responsable, Gérant, Administrateur, Administrateur Général, Administrateur Général Adjoint, Directeur Général ou Directeur Général Adjoint de la personne morale contractante.

L'Administrateur intéressé est tenu d'informer le Conseil d'Administration dès qu'il a connaissance d'une convention soumise à autorisation. Il ne peut prendre part au vote sur l'autorisation sollicitée.

Le Président du Conseil d'Administration ou le Président Directeur Général avise les Commissaires aux Comptes, dans le délai d'un mois à compter de leur conclusion, de toute convention autorisée par le Conseil d'Administration et la soumet à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice écoulé.

En application de l'article 442 de l'Acte Uniforme OHADA du 17 avril 1997, nous portons à votre connaissance les conventions suivantes visées par les articles 438 et suivants dudit Acte Uniforme OHADA :

1. CONVENTIONS CONCLUES AU COURS DE L'EXERCICE SOUS REVUE

Le Président du Conseil d'Administration ne nous a donné avis d'aucune convention conclue au cours de l'exercice et visée par l'article 442 de l'Acte Uniforme OHADA, et nos contrôles n'en ont pas relevé.

RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2013

2. CONVENTIONS CONCLUES AU COURS D'EXERCICES ANTÉRIEURS ET DONT L'EXÉCUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE SOUS REVUE

2.1. Convention d'assistance technique avec AFH-SERVICES

Administrateur intéressé : M. Mohamed BENNANI.

Nature de la convention : assistance technique de **AFH-SERVICES** au profit de la **BANK OF AFRICA – BURKINA FASO**.

Contenu de l'assistance technique : l'assistance technique de **AFH-SERVICES** au profit de la BOA-BURKINA FASO comprend les éléments suivants :

- Assistance en matière de relations internationales ;
- Inspection générale ;
- Assistance en matière d'organisation informatique ;
- Assistance commerciale et promotionnelle ;
- Assistance technique spéciale ;
- Formation et gestion du personnel ;
- Direction générale de la BANK OF AFRICA – BURKINA FASO ;
- Mise à disposition de personnel d'encadrement permanent.

Durée : le contrat est conclu pour une durée de dix (10) ans et à l'issue de cette période, il est renouvelable par tacite reconduction, par périodes de trois (3) années.

Date de prise d'effet : 1^{er} janvier 2008.

Rémunérations :

- Une rémunération mensuelle forfaitaire hors taxes de 15 000,00 euros ;
- Des honoraires hors taxes d'un montant de 1 200,00 euros par homme/jour d'intervention des membres des Structures Centrales.

Par ailleurs, la BOA-BURKINA FASO versera en sus une rémunération proportionnelle de 4 % de son bénéfice avant impôts, augmenté des provisions pour risques généraux, dans la limite d'un montant maximal annuel de 180 000,00 euros hors taxes.

Modalités de facturation :

- Facturation mensuelle des honoraires (rémunération mensuelle forfaitaire et honoraires d'intervention des membres des Structures Centrales) avec, le cas échéant, un intérêt de retard au taux de 9 % ;
- Règlement de la rémunération proportionnelle de 4 % au plus tard dans les trente (30) jours suivants la fin de chaque exercice social.

Effets produits durant l'exercice : le montant global des sommes portées en charge au 31/12/2013 par la BANK OF AFRICA – BURKINA FASO au titre de l'exécution de la convention d'assistance technique AFH-SERVICES, s'élève à 937 millions de F CFA (dont 110 millions de F CFA pour les appointements expatriés et 827 millions de F CFA pour l'assistance technique).

2.2. Convention d'assistance technique avec AISSA-SARL

Administrateur intéressé : M. Mohamed BENNANI.

Nature de la convention : assistance technique de **AISSA-SARL** au profit de la **BANK OF AFRICA – BURKINA FASO**.

Contenu de l'assistance technique : l'assistance technique de **AISSA-SARL** au profit de la BOA-BURKINA FASO comprend les éléments suivants :

- Gestion des unités centrales informatiques de la BOA-BURKINA FASO et des installations annexes, câblage, armoire de distribution, réseau ;
- Maintenance et adaptation du logiciel IGOR aux exigences des utilisateurs et gestion de l'ensemble des relations avec la société éditrice de ce progiciel ;
- Réalisation des développements du progiciel IGOR sous forme de nouveaux programmes en vue d'une réponse aux demandes de la BOA-BURKINA FASO, la propriété des nouveaux programmes ainsi développés étant alors attribuée à la BOA-BURKINA FASO sans qu'il soit possible pour celui-ci d'en effectuer la cession à un tiers ;
- Étude, réalisation, installation et maintenance des grands programmes informatiques prévues pour les années futures ;
- Formation continue de l'ensemble des utilisateurs de la BOA-BURKINA FASO ;
- Tous travaux et interventions ponctuelles ou de longues durées, jugés utiles par la BOA-BURKINA FASO.

Durée : le contrat est conclu pour une durée de cinq (5) ans et à l'issue de cette période, il est renouvelable par tacite reconduction, par périodes de cinq (5) années.

Date de prise d'effet : 1^{er} juillet 1998.

Rémunérations :

- Une rémunération mensuelle forfaitaire hors taxes de 600 000 F CFA, au titre de la sujétion permanente liée à la nature des prestations apportées ;
- Une rémunération annuelle de 15 % du coût d'achat hors taxes du progiciel IGOR, au titre de la maintenance de celui-ci ;
- Des honoraires pour l'intervention sur place des membres de l'équipe du prestataire ou de ses représentants, en dehors des activités directement liées à la maintenance du progiciel IGOR :
 - 140 000 F CFA par homme/jour pour les informaticiens du Prestataire ;
 - 160 000 F CFA par homme/jour pour le chef de mission du Prestataire ;
 - 550 000 F CFA par homme/jour pour les informaticiens expatriés venant en appui au Prestataire.

Modalités de facturation :

- Facturation mensuelle des honoraires ;
- Règlement au plus tard dans les trente (30) jours à compter de la date de réception des factures.

Effets produits durant l'exercice : le montant global des sommes portées en charge au 31/12/2013 par la BANK OF AFRICA – BURKINA FASO au titre de l'exécution de la convention d'assistance technique de AÏSSA-SARL, s'élève à 82 millions de F CFA.

LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Ouagadougou, le 31 janvier 2014

**Pour SOFIDEC - SARL
Oumarou Gilbert SINARE**

Associé - Gérant
Expert-comptable
inscrit au Tableau de l'Ordre National
des Experts Comptables et Comptables
Agréés du Burkina Faso

**Pour Cabinet ROSETTE NACRO
Rosette C. RIFFARD NACRO**

Directrice Générale
Expert-comptable Diplômée d'État
inscrit au Tableau de l'Ordre National
des Experts Comptables et Comptables
Agréés du Burkina Faso

BILAN - COMPTE DE RESULTAT - RESOLUTIONS

BALANCE SHEET - INCOME STATEMENT - RESOLUTIONS

LE GROUPE BOA EN 2014	BOA GROUP IN 2014
Plus de 30 ans de croissance	Over 30 years of growth
Une présence dans 17 pays	A presence in 17 countries
430 Agences et 600 GAB	430 Branches and 600 ATMs
5 000 Collaborateurs de 25 nationalités	5,000 Employees of 25 nationalities
5 Zones économiques : UEMOA, CEDEAO, EAC, COMESA, SACD	5 Economic zones: WAEMU, ECOWAS, EAC, COMESA, SACD
Un partenaire bancaire de référence, BMCE Bank, appartenant à un grand groupe financier marocain, FinanceCom.	A leading banking partner, BMCE Bank, which is part of FinanceCom, a major Moroccan financial group.

BILAN COMPARÉ DES DEUX DERNIERS EXERCICES (EN F CFA)

ACTIF / ASSETS	2012*	2013*
CAISSE / CASH	8 912 362 168	9 895 838 355
CRÉANCES INTERBANCAIRES / INTERBANK LOANS	40 590 318 059	32 009 453 447
• À VUE / DEMAND DEPOSITS	14 426 393 011	9 527 515 054
• BANQUE CENTRALE / CENTRAL BANK	10 455 277 602	7 534 144 912
• TRÉSOR PUBLIC, CCP / TREASURY, POST OFFICE BANK	272 222	347 235 132
• AUTRES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / OTHER CREDIT INSTITUTIONS	3 970 843 187	1 646 135 010
• À TERME / TERM DEPOSITS	26 163 925 048	22 481 938 393
CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE / CUSTOMER LOANS	191 615 308 004	273 372 192 971
• PORTEFEUILLE D'EFFETS COMMERCIAUX / PORTFOLIO OF DISCOUNTED BILLS	5 327 341 566	15 000 770 141
• CRÉDITS DE CAMPAGNE / SEASONAL CREDIT		
• CRÉDITS ORDINAIRES / ORDINARY CREDIT	5 327 341 566	15 000 770 141
• AUTRES CONCOURS À LA CLIENTÈLE / OTHER CUSTOMER CREDIT FACILITIES	160 349 877 165	237 344 961 657
• CRÉDITS DE CAMPAGNE / SEASONAL CREDIT	15 370 450 918	18 338 349 204
• CRÉDITS ORDINAIRES / ORDINARY CREDIT	144 979 426 247	219 006 612 453
• COMPTES ORDINAIRES DÉBITEURS / OVERDRAFTS	22 494 012 223	19 735 880 000
• AFFECTURAGE / FACTORING	3 444 077 050	1 290 581 173
TITRES DE PLACEMENT / INVESTMENT SECURITIES	84 008 154 820	73 666 551 283
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES / FINANCIAL ASSETS	1 979 474 553	2 422 780 463
CRÉDIT-BAIL & OPÉRATIONS ASSIMILÉES / LEASING & SIMILAR OPERATIONS		
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES MISES EN EQUIVALENCE / FINANCIAL ASSETS AT EQUITY VALUE		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES / INTANGIBLE ASSETS	206 108 258	405 555 870
IMMOBILISATIONS CORPORELLES / FIXED ASSETS	4 915 794 786	5 700 814 419
ACTIONNAIRES & ASSOCIÉS / SHAREHOLDERS & ASSOCIATES		
AUTRES ACTIFS / OTHER ASSETS	14 607 789 624	13 110 806 104
COMPTES D'ORDRE & DIVERS / SUNDRY ACCOUNTS	1 295 094 034	3 443 242 201
ÉCARTS D'ACQUISITION / CONSOLIDATED GOODWILL		
TOTAL DE L'ACTIF / TOTAL ASSETS	348 130 404 306	414 027 235 113
HORS BILAN / OFF-BALANCE-SHEET	2012*	2013*
ENGAGEMENTS DONNÉS / COMMITMENTS GIVEN	47 984 705 448	80 705 227 886
• ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT / CREDIT COMMITMENTS	1 625 231 941	11 413 500 469
• EN FAVEUR D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / TO CREDIT INSTITUTIONS	3 250 000	
• EN FAVEUR DE LA CLIENTÈLE / TO CUSTOMERS	1 621 981 941	11 413 500 469
• ENGAGEMENTS DE GARANTIE / GUARANTEES GIVEN	46 359 473 507	69 291 727 417
• D'ORDRE D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / ON BEHALF OF CREDIT INSTITUTIONS		
• D'ORDRE DE LA CLIENTÈLE / ON BEHALF OF CUSTOMERS	46 359 473 507	69 586 594 732
• ENGAGEMENTS SUR TITRES / COMMITMENTS ON SECURITIES		

BALANCE SHEET FOR THE LAST TWO FINANCIAL YEARS (IN CFAF)

PASSIF / LIABILITIES	2012*	2013*
DETTES INTERBANCAIRES / INTERBANK LIABILITIES	41 101 033 780	76 486 968 430
• À VUE / DEMAND DEPOSITS	6 489 384 503	13 251 944 061
• TRÉSOR PUBLIC, CCP / TREASURY, POST OFFICE BANK	5 612 325 110	8 997 056 854
• AUTRES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / OTHER CREDIT INSTITUTIONS	877 059 393	4 254 887 207
• À TERME / TERM DEPOSITS	34 611 649 277	63 235 024 369
DETTES À L'ÉGARD DE LA CLIENTÈLE / CUSTOMER DEPOSITS	261 785 183 574	287 060 739 154
• COMPTES D'ÉPARGNE À VUE / SAVINGS DEPOSIT ACCOUNTS	37 898 636 999	50 895 344 173
• COMPTES D'ÉPARGNE À TERME / TIME DEPOSIT ACCOUNTS	153 911 618	290 878 077
• BONS DE CAISSE / SHORT-TERM BORROWINGS		
• AUTRES DETTES À VUE / OTHER DEMAND DEPOSITS	118 066 632 150	129 408 269 455
• AUTRES DETTES À TERME / OTHER TIME DEPOSIT ACCOUNTS	105 666 002 807	106 466 247 449
DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE / DEBT SECURITIES	5 200 000 000	3 800 000 000
AUTRES PASSIFS / OTHER LIABILITIES	7 909 227 520	9 182 965 397
COMPTES D'ORDRE & DIVERS / SUNDRY ACCOUNTS	2 712 367 022	2 974 059 990
ÉCARTS D'ACQUISITION / CONSOLIDATED GOODWILL		
PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES / RESERVES FOR CONTINGENCIES & LOSSES	467 870 157	377 113 291
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES / STATUTORY PROVISIONS		
FONDS AFFECTÉS / EARMARKED FUNDS		
EMPRUNTS & TITRES SUBORDONNÉS / SUBORDINATED LOANS & SECURITIES		
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT / INVESTMENT SUBSIDIES		
FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX / RESERVES FOR GENERAL BANKING RISKS	3 884 739 968	4 464 739 968
CAPITAL / CAPITAL	8 000 000 000	10 000 000 000
PRIMES LIÉES AU CAPITAL / SHARE PREMIUMS	2 691 000 000	2 691 000 000
RÉSERVES / RESERVES	2 495 673 126	3 683 110 578
ÉCARTS DE RÉÉVALUATION / REVALUATION DIFFERENCES		
REPORT À NOUVEAU (+/-) / RETAINED EARNINGS (+/-)	3 967 059 482	3 153 471 707
RÉSULTAT DE L'EXERCICE / NET INCOME	7 916 249 677	10 153 066 598
TOTAL DU PASSIF / TOTAL LIABILITIES	348 130 404 306	414 027 235 113
HORS BILAN / OFF-BALANCE-SHEET	2012*	2013*
ENGAGEMENTS REÇUS / COMMITMENTS RECEIVED	153 127 433 909	243 535 334 328
• ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT / CREDIT COMMITMENTS		
• REÇUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / RECEIVED FROM CREDIT INSTITUTIONS		
• REÇUS DE LA CLIENTÈLE / RECEIVED FROM CUSTOMERS		
• ENGAGEMENTS DE GARANTIE / GUARANTEES RECEIVED	153 127 433 909	243 535 334 328
• REÇUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / RECEIVED FROM CREDIT INSTITUTIONS	1 718 238 686	406 743 619
• REÇUS DE LA CLIENTÈLE / RECEIVED FROM CUSTOMERS	151 409 195 223	243 128 590 709
• ENGAGEMENTS SUR TITRES / COMMITMENTS ON SECURITIES		

* Exercice / Fiscal year

RÉSULTAT COMPARÉ DES DEUX DERNIERS EXERCICES (EN F CFA)

CHARGES / EXPENSES	2012*	2013*
INTÉRÊTS & CHARGES ASSIMILÉES / INTEREST & SIMILAR EXPENSES	8 913 073 393	10 664 565 766
• SUR DETTES INTERBANCAIRES / ON INTERBANK LIABILITIES	1 229 641 766	1 966 911 865
• SUR DETTES À L'ÉGARD DE LA CLIENTÈLE / ON CUSTOMER DEPOSITS	7 533 033 887	8 403 816 094
• SUR DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE / ON DEBT SECURITIES	150 397 740	293 837 807
• SUR COMPTES BLOQUÉS D'ACTIONNAIRES OU D'ASSOCIÉS & SUR EMPRUNT ET TITRES SUBORDONNÉS ÉMIS / ON SHAREHOLDERS' & ASSOCIATES' BLOCKED ACCOUNTS AND ON SUBORDINATED DEBT		
• AUTRES INTÉRÊTS & CHARGES ASSIMILÉES / OTHER INTEREST & SIMILAR EXPENSES		
CHARGES SUR CRÉDIT-BAIL & OPÉRATIONS ASSIMILÉES / EXPENSES ON LEASING & SIMILAR OPERATIONS		
COMMISSIONS / COMMISSION	163 618 446	147 973 381
CHARGES SUR OPÉRATIONS FINANCIÈRES / EXPENSES ON FINANCIAL OPERATIONS	26 822 314	79 401 511
• CHARGES SUR TITRES DE PLACEMENT / INVESTMENT EXPENSES		
• CHARGES SUR OPÉRATIONS DE CHANGE / FOREIGN EXCHANGE EXPENSES	45 194	747 712
• CHARGES SUR OPÉRATIONS DE HORS BILAN / OFF-BALANCE-SHEET TRANSACTION EXPENSES	26 777 120	78 653 799
• CHARGES SUR OPÉRATIONS DE SERVICES FINANCIERS / EXPENSES ON FINANCIAL SERVICE OPERATIONS		
CHARGES DIVERSES D'EXPLOITATION BANCAIRE / OTHER BANK OPERATING EXPENSES	56 320 761	69 316 897
FRAIS GÉNÉRAUX D'EXPLOITATION / OPERATING OVERHEADS	8 214 339 325	9 362 116 676
• FRAIS DE PERSONNEL / PERSONNEL COSTS	2 908 312 055	3 426 361 374
• AUTRES FRAIS GÉNÉRAUX / OTHER OVERHEADS	5 306 027 270	5 935 755 302
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS & AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS / DEPRECIATION & PROVISIONS ON FIXED ASSETS	914 493 019	1 083 691 976
SOLDE EN Perte DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CRÉANCES & DU HORS BILAN / DEFICIT ON VALUE ADJUSTMENTS TO LOANS & OFF-BALANCE-SHEET ITEMS	687 106 036	267 176 024
EXCÉDENT DES DOTATIONS SUR LES REPRISES DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX / EXCESS OF PROVISIONING OVER WRITE-BACKS OF GENERAL BANKING RISKS	560 000 000	580 000 000
CHARGES EXCEPTIONNELLES / EXCEPTIONAL EXPENSES	86 687 511	40 328 379
Pertes SUR EXERCICES ANTÉRIEURS / LOSSES FROM PREVIOUS YEARS	181 399 389	495 680 850
IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES / CORPORATE INCOME TAX	2 368 042 875	3 451 075 925
BÉNÉFICE / PROFIT	7 916 249 677	10 153 066 598
TOTAL DES CHARGES / TOTAL EXPENSES	30 088 152 746	36 394 393 983

INCOME STATEMENT FOR THE LAST TWO FINANCIAL YEARS (IN CFAF)

PRODUITS / INCOME	2012*	2013*
INTÉRÊTS & PRODUITS ASSIMILÉS / INTEREST & SIMILAR INCOME	16 809 582 036	22 060 537 602
• SUR CRÉANCES INTERBANCAIRES / ON INTERBANK LOANS	1 787 073 447	1 592 423 935
• SUR CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE / ON CUSTOMER LOANS	15 022 508 589	20 468 113 667
• SUR PRÊTS & TITRES SUBORDONNÉS / ON SUBORDINATED LOANS & SECURITIES		
• SUR TITRES D'INVESTISSEMENT / ON INVESTMENT SECURITIES		
• AUTRES INTÉRÊTS & PRODUITS ASSIMILÉS / OTHER INTEREST & SIMILAR INCOME		
PRODUITS SUR CRÉDIT-BAIL & OPÉRATIONS ASSIMILÉES		
/ INCOME FROM LEASING & SIMILAR OPERATIONS	750 000	9 000 000
COMMISSIONS / COMMISSION	2 548 334 316	2 792 946 879
PRODUITS SUR OPÉRATIONS FINANCIÈRES / INCOME FROM FINANCIAL TRANSACTIONS	8 757 614 282	8 967 569 969
• PRODUITS SUR TITRES DE PLACEMENT / INCOME FROM INVESTMENT SECURITIES	5 113 616 859	5 054 350 058
• DIVIDENDES & PRODUITS ASSIMILÉS / DIVIDENDS & SIMILAR INCOME	978 376 915	518 468 621
• PRODUITS SUR OPÉRATIONS DE CHANGE / INCOME FROM FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS	1 917 659 174	2 460 540 255
• PRODUITS SUR OPÉRATIONS DE HORS BILAN / INCOME FROM OFF-BALANCE-SHEET TRANSACTIONS	747 961 334	934 211 035
PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION BANCAIRE / OTHER INCOME FROM BANKING OPERATIONS	198 886 802	268 511 883
PRODUITS GÉNÉRAUX D'EXPLOITATION / GENERAL OPERATING INCOME	1 419 415 660	1 886 597 337
REPRISE D'AMORTISSEMENTS & DE PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS		
/ WRITE-BACK OF DEPRECIATION & PROVISIONS ON FIXED ASSETS	20 299 119	58 896 526
SOLDE EN BÉNÉFICE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CRÉANCES & DU HORS BILAN		
/ SURPLUS ON VALUE ADJUSTMENTS TO LOANS & OFF-BALANCE-SHEET ITEMS		
EXCÉDENT DES REPRISES SUR LES DOTATIONS DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES		
GÉNÉRAUX / EXCESS OF WRITE-BACKS OVER PROVISIONING OF GENERAL BANKING RISKS		
PRODUITS EXCEPTIONNELS / EXCEPTIONAL INCOME	108 436 138	47 020 547
PRODUITS SUR EXERCICES ANTÉRIEURS / INCOME FROM PREVIOUS YEARS	224 834 393	303 313 240
PERTES / LOSS		
TOTAL DES PRODUITS / TOTAL INCOME	30 088 152 746	36 394 393 983

RÉSULTAT COMPARÉ DES DEUX DERNIERS EXERCICES (EN F CFA)

PRODUITS & CHARGES	2012*	2013*
INTÉRÊTS & PRODUITS ASSIMILÉS	16 809 582 036	22 060 537 602
• SUR CRÉANCES INTERBANCAIRES	1 787 073 447	1 592 423 935
• SUR CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE	15 022 508 589	20 468 113 667
• SUR PRÊTS & TITRES SUBORDONNÉS		
• SUR TITRES D'INVESTISSEMENT		
• AUTRES INTÉRÊTS & PRODUITS ASSIMILÉS		
PRODUITS SUR CRÉDIT-BAIL & OPÉRATIONS ASSIMILÉES	750 000	9 000 000
INTÉRÊTS & CHARGES ASSIMILÉES	8 913 073 393	10 664 565 766
• SUR DETTES INTERBANCAIRES	1 229 641 766	1 966 911 865
• SUR DETTES À L'ÉGARD DE LA CLIENTÈLE	7 533 033 887	8 403 816 094
• SUR DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE	150 397 740	293 837 807
• SUR DETTES SUR EMPRUNTS SUBORDONNÉS		
• AUTRES INTÉRÊTS & CHARGES ASSIMILÉES		
CHARGES SUR CRÉDIT-BAIL & OPÉRATIONS ASSIMILÉES		
MARGE D'INTÉRÊT	7 897 258 643	11 404 971 836
PRODUITS DE COMMISSIONS	2 548 334 316	2 792 946 879
CHARGES DE COMMISSIONS	163 618 446	147 973 381
RÉSULTAT NET DES COMMISSIONS	2 384 715 870	2 644 973 498
RÉSULTATS NETS SUR :		
• OPÉRATIONS SUR TITRES DE PLACEMENT	5 113 616 859	5 054 350 058
• DIVIDENDES & PRODUITS ASSIMILÉS	978 376 915	518 468 621
• OPÉRATIONS DE CHANGE	1 917 613 980	2 459 792 543
• OPÉRATIONS DE HORS BILAN	721 184 214	855 557 236
RÉSULTAT NET OPÉRATIONS FINANCIÈRES	8 730 791 968	8 888 168 458
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	1 618 302 462	2 155 109 220
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	56 320 761	69 316 897
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION NON BANCAIRE		
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRE		
PRODUIT NET BANCAIRE	20 574 748 182	25 023 906 115
FRAIS GÉNÉRAUX D'EXPLOITATION	8 214 339 325	9 362 116 676
• FRAIS DE PERSONNEL	2 908 312 055	3 426 361 374
• AUTRES FRAIS GÉNÉRAUX	5 306 027 270	5 935 755 302
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS & PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	914 493 019	1 083 691 976
REPRISES SUR AMORTISSEMENTS & PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	20 299 119	58 896 526
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	11 466 214 957	14 636 993 989
RÉSULTAT NET DES CORRECTIONS DE VALEUR	687 106 036	267 176 024
EXCÉDENT NET DES DOTATIONS & REPRISES SUR FRBG	560 000 000	580 000 000
RÉSULTAT COURANT (AVANT IMPÔT)	10 219 108 921	13 789 817 965
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	21 748 627	6 692 168
RÉSULTAT SUR EXERCICES ANTÉRIEURS	43 435 004	-192 367 610
IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	2 368 042 875	3 451 075 925
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	7 916 249 677	10 153 066 598

INCOME STATEMENT FOR THE LAST TWO FINANCIAL YEARS (IN CFAF)

INCOME & EXPENSES	2012*	2013*
INTEREST & SIMILAR INCOME	16 809 582 036	22 060 537 602
• ON INTERBANK LOANS	1 787 073 447	1 592 423 935
• ON CUSTOMER LOANS	15 022 508 589	20 468 113 667
• ON SUBORDINATED LOANS & SECURITIES		
• ON INVESTMENT SECURITIES		
• OTHER INTEREST & SIMILAR INCOME		
INCOME FROM LEASING & SIMILAR OPERATIONS	750 000	9 000 000
INTEREST & SIMILAR EXPENSES	8 913 073 393	10 664 565 766
• ON INTERBANK LIABILITIES	1 229 641 766	1 966 911 865
• ON CUSTOMER DEPOSITS	7 533 033 887	8 403 816 094
• ON DEBT SECURITIES	150397740	293 837 807
• ON SUBORDINATED LOANS AND SECURITIES		
• OTHER INTEREST & SIMILAR EXPENSES		
EXPENSES ON LEASING & SIMILAR OPERATIONS		
INTEREST MARGIN	7 897 258 643	11 404 971 836
COMMISSION INCOME	2 548 334 316	2 792 946 879
COMMISSION EXPENSES	163 618 446	147 973 381
NET RESULT FROM COMMISSION	2 384 715 870	2 644 973 498
NET RESULT FROM		
• INVESTMENT SECURITIES TRANSACTIONS	5 113 616 859	5 054 350 058
• DIVIDENDS & SIMILAR TRANSACTIONS	978 376 915	518 468 621
• FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS	1 917 613 980	2 459 792 543
• OFF-BALANCE-SHEET TRANSACTIONS	721 184 214	855 557 236
NET INCOME FROM FINANCIAL OPERATIONS	8 730 791 968	8 888 168 458
OTHER INCOME FROM BANKING OPERATIONS	1 618 302 462	2 155 109 220
OTHER BANK OPERATING EXPENSES	56 320 761	69 316 897
OTHER INCOME FROM NON-BANKING OPERATIONS		
OTHER NON-BANKING OPERATING EXPENSES		
NET OPERATING INCOME	20 574 748 182	25 023 906 115
OPERATING OVERHEADS	8 214 339 325	9 362 116 676
• PERSONNEL COSTS	2 908 312 055	3 426 361 374
• OTHER OVERHEADS	5 306 027 270	5 935 755 302
DEPRECIATION & AMORTIZATION & PROVISIONS ON FIXED ASSETS	914 493 019	1 083 691 976
WRITE-BACK OF DEPRECIATION & AMORTIZATION AND PROVISIONS ON FIXED ASSETS	20 299 119	58 896 526
GROSS OPERATING PROFIT	11 466 214 957	14 636 993 989
NET INCOME FROM VALUE ADJUSTMENTS	687 106 036	267 176 024
EXCESS OF PROVISIONING AND WRITE-BACK OF FUNDS FOR GENERAL BANKING RISKS	560 000 000	580 000 000
PRE-TAX OPERATING INCOME	10 219 108 921	13 789 817 965
EXTRAORDINARY ITEMS	21 748 627	6 692 168
INCOME FROM PREVIOUS YEARS	43 435 004	-192 367 610
CORPORATE INCOME TAX	2 368 042 875	3 451 075 925
NET INCOME FOR THE YEAR	7 916 249 677	10 153 066 598

* Exercice / Fiscal year

RÉSOLUTIONS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 2 AVRIL 2014

1 · PREMIÈRE RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu lecture du Rapport du Conseil d'Administration et du Rapport Général des Commissaires aux Comptes sur l'exercice 2013, les approuve dans toutes leurs dispositions et en conséquence, approuve le bilan et les comptes de cet exercice tels qu'ils lui ont été présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

Cet exercice 2013 se solde donc par un bénéfice net de **10 153 066 598 F CFA**, après une dotation aux amortissements de **1 083 691 976 F CFA** et un impôt sur les bénéfices de **3 451 075 925 F CFA**.

En outre, l'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu lecture du Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes, établi conformément à la réglementation bancaire, approuve sans réserve ledit Rapport pour l'exercice 2013.

En conséquence, l'Assemblée Générale Ordinaire donne quitus entier et sans réserve à tous les membres du Conseil d'Administration pour leur gestion et pour tous les actes accomplis par eux au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2013 et décharge les Commissaires aux Comptes pour l'exécution de leur mandat.

2 · DEUXIÈME RÉSOLUTION

Sur propositions du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale Ordinaire, après en avoir délibéré, approuve l'affectation du bénéfice net de l'exercice et du report à nouveau antérieur comme suit :

	En F CFA
Bénéfice net de l'exercice 2013	10 153 066 598
Report à nouveau 2012	3 153 471 707
TOTAL À RÉPARTIR	13 306 538 305
Réserve légale (15 % du résultat)	1 522 959 990
Dividende brut 2013	7 096 000 000
Report à nouveau 2013	4 687 578 315
TOTAL RÉPARTI	13 306 538 305

3 · TROISIÈME RÉSOLUTION

En application de la précédente résolution, l'Assemblée Générale Ordinaire décide que **le dividende par action de l'exercice 2013 est de 7 096 F CFA Brut.**

Ce dividende sera versé aux actionnaires détenteurs des 1 000 000 d'actions portant jouissance sur l'exercice 2013, après règlement à l'État de l'Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM) au taux de 12,5 % sur le dividende brut.

Il sera effectivement versé aux actionnaires un dividende net correspondant à une rémunération de 6 209 F CFA par action.

Le paiement de ce dividende s'effectuera à compter du 23 avril 2014 par le biais des Sociétés de Gestion et d'Intermédiation, selon les procédures prévues par la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières.

4 › QUATRIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale, après en avoir délibéré sur proposition du Conseil d'Administration, décide de fixer le montant des indemnités de fonction allouées aux membres du Conseil d'Administration pour l'exercice 2014 à la somme de cinquante-cinq millions cent mille trois cent quatre-vingt-huit (55 100 388) F CFA, soit quatre-vingt-quatre mille (84 000) euros.

5 › CINQUIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale, après en avoir délibéré sur proposition du Conseil d'Administration, décide de fixer le montant global annuel des honoraires des Commissaires aux Comptes à la somme de vingt-six millions (26 000 000) de F CFA Hors Taxes.

6 › SIXIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire confère à tout porteur d'un extrait, d'un original ou d'une copie du procès-verbal de la présente Assemblée, tous pouvoirs à l'effet d'accomplir tous dépôts, publicités et formalités légales.

RESOLUTIONS

ANNUAL GENERAL MEETING HELD ON 2 APRIL 2014

1 › FIRST RESOLUTION

Having reviewed the Board of Directors' Report and the External Auditor's Report on fiscal year 2013, the Annual General Meeting approved all parts of the reports and the results and financial statements as presented, as well as the operations reflected in these statements and summarised in these reports.

Fiscal year 2013 closed with a profit of **CFAF 10,153,066,598**, after amortizations of **CFAF 1,083,691,976** and corporate income tax of **CFAF 3,451,075,925**.

In addition, after reviewing the External Auditors' Special Report, which was drawn up in accordance with current banking regulations, the Meeting unreservedly approved this report for fiscal year 2013.

Consequently, the Annual General Meeting fully and unreservedly ratified the management and actions of all members of the Board of Directors during the year to 31 December 2013. The Meeting also granted discharge to the External Auditors for performance of their duties in the same period.

2 › SECOND RESOLUTION

Following deliberation, the Annual General Meeting approved the Board of Directors' proposal to allocate all net profits for the year and the previous balance brought forward as follows:

	In CFAF
2013 net income for the period	10,153,066,598
2012 balance brought forward	3,153,471,707
TOTAL FOR DISTRIBUTION	13,306,538,305
Legal reserve (15 % of net income)	1,522,959,990
2013 gross dividend	7,096,000,000
2013 balance brought forward	4,687,578,315
TOTAL DISTRIBUTION	13,306,538,305

3 › THIRD RESOLUTION

In accordance with the preceding resolution, the Annual General Meeting decided that **for 2013 a gross dividend of CFAF 7,096 will be paid per share.**

This dividend will be paid to holders of the 1,000,000 shares entitled to interest in 2013, after payment to the State of tax on income from securities at 12.5% of the gross dividend.

Shareholders will effectively be paid a net dividend corresponding to a remuneration of CFAF 6,209 per share.

This dividend will be paid out on 23 April 2014 by the management and intermediation companies, based on the procedures stipulated by the regional securities market (BRVM).

4 › FOURTH RESOLUTION

Following deliberation, the Annual General Meeting approved the Board of Directors proposal to set the total annual post allowances of Board of Directors members for the 2014 financial year at fifty-five million, one hundred thousand, three hundred and eighty-eight CFA francs (CFAF 55,100,388), i.e., eighty-four thousand (84,000) euros.

5 › FIFTH RESOLUTION

The General Meeting, after reviewing the proposal of the Board of Directors, decided to set the total annual fees of the Statutory Auditors at CFAF 26,000,000 (twenty-six million), excluding taxes.

6 › SIXTH RESOLUTION

The Annual General Meeting conferred on all holders of an original, an extract or a copy of the minutes of the present Meeting, all powers to execute the formalities of legal publication.

ANNEXES

1 / NOTES SUR LES PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES

PRÉSENTATION DES COMPTES

Les comptes annuels de la BANK OF AFRICA – BURKINA FASO (BOA-BURKINA FASO) sont établis selon les règles définies par la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) dans le règlement applicable aux banques des États de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) depuis 1990.

Les comptes sociaux au 31 décembre 2013 ont été présentés selon les mêmes méthodes d'évaluation que celles de l'exercice précédent et sont conformes dans leur forme et leur présentation aux recommandations de la profession bancaire et celles de la BCEAO. Les états financiers sont établis sur la base des coûts historiques.

CONVERSION DES COMPTES DU BILAN LIBÉLLÉS EN DEVISES

Les créances et dettes ainsi que les engagements hors bilan libellés en devises sont convertis en F CFA aux cours de change du 31 décembre 2013, cours communiqués par l'Agence Nationale de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO).

LES OPÉRATIONS ET POSITIONS EN DEVISES

Les opérations de change sont évaluées à chaque arrêté mensuel ou au terme des achats et ventes de devises chez les correspondants et le résultat de change est enregistré directement au compte de résultat.

Les intérêts, commissions et frais sur les opérations en devises sont couverts et comptabilisés en F CFA dès la réception des avis d'encaissement ou paiement.

LES INTÉRÊTS ET LES COMMISSIONS BANCAIRES

Les produits et charges ont fait l'objet de décomptes et sont rattachés à la période concernée conformément aux principes de séparation des exercices.

Les intérêts sur créances en souffrance échappent à ce principe de comptabilisation et sont constatés pour mémoire.

COMPTES DE LA CLIENTÈLE

Le classement de ces comptes par activités, sociétés, collectivités, particuliers, comptes des actionnaires, comptes à terme, etc., n'a pas subi de modification.

Les crédits à la clientèle comprennent, d'une part les créances commerciales, les crédits à court, moyen et long terme et d'autre part, les comptes débiteurs de la clientèle.

Toutes les créances en souffrance ont fait l'objet d'une attention particulière et des provisions pour dépréciation conséquentes ont été constituées. Le taux retenu varie entre 50 et 100 % selon la nature du risque et suivant les recommandations de la Banque Centrale relatives à la comptabilisation et provisionnement des engagements en souffrance. Le taux moyen des provisions au 31 décembre 2013 est de 89,26 %.

Les provisions pour dépréciation antérieurement constituées non utilisées ou devenues sans effet ont fait l'objet de reprises et viennent donc améliorer les résultats.

LES IMMOBILISATIONS

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements y afférents sont calculés sur la durée de vie probable ou estimée selon la méthode linéaire :

FRAIS D'ÉTABLISSEMENT	20 %
CONSTRUCTIONS	5 %
MATÉRIEL DE TRANSPORT	25 %
AMÉNAGEMENTS - INSTALLATIONS	10 %
MOBILIER ET MATÉRIEL DE BUREAU (SELON NATURE)	10-25 %
MATÉRIEL INFORMATIQUE	33 1/3 %

2 / OBSERVATIONS SUR LE BILAN

2.1. OPÉRATIONS AVEC LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

Échéance	Au 31/12/2012*		Au 31/12/2013*	
	CRÉANCES	DETTES	CRÉANCES	DETTES
DE 0 À 1 MOIS	19 012	41 101	15 629	76 487
DE 1 MOIS À 3 MOIS				
DE 3 MOIS À 6 MOIS			137	
DE 6 MOIS À 2 ANS	2923		1 750	
DE 2 ANS À 5 ANS	15 654		13 557	
PLUS DE 5 ANS	3 001		937	
TOTAL	40 590	41 101	32 010	76 487

2.2. OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE

2.2.1 Classement des créances et des dettes avec la clientèle par échéance

Échéance	Au 31/12/2012*		Au 31/12/2013*	
	CRÉANCES	DETTES	CRÉANCES	DETTES
DE 0 À 1 MOIS	77 204	167 311	117 497	185 549
DE 1 MOIS À 3 MOIS	10 245	8 438	12 984	8 053
DE 3 MOIS À 6 MOIS	15 659	26 409	19 079	4 319
DE 6 MOIS À 2 ANS	36 930	57 311	54 416	13 707
DE 2 ANS À 5 ANS	43 550	2 210	57 789	70 006
PLUS DE 5 ANS	5 039	106	9 051	5 427
CRÉANCES EN SOUFFRANCE	2 988		2 556	
TOTAL	191 615	261 785	273 372	287 061

2.2.2 Classement des créances et des dettes avec la clientèle par agents économiques

Agents économiques	Au 31/12/2012*		Au 31/12/2013*	
	CRÉANCES	DETTES	CRÉANCES	DETTES
PARTICULIERS	80 207	61 990	108 281	78 913
ENTREPRISES PRIVÉES	90 596	186 396	130 836	183 602
SOCIÉTÉS D'ÉTAT ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS	20 693	12 823	34 255	14 757
ÉTAT ET ORGANISMES ASSIMILÉS	119	576		9 789
TOTAL	191 615	261 785	273 372	287 061

2.2.3 Détail des créances douteuses et provisions pour dépréciation

Nature	Au 31/12/2012*	Au 31/12/2013*
CRÉANCES DOUTEUSES	9 228	9 561
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION	-8 754	-8 534
CRÉANCES DOUTEUSES NETTES	474	1 027
CRÉANCES IMPAYÉES OU IMMOBILISÉES	2 514	1 529
CRÉANCES EN SOUFRANCE NETTES	2 988	2 556

2.3. IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Participation	Montant participation*		Capital*	Part BOA %
	BRUT	NET		
DANS LES BANQUES ET ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS				
• BANK OF AFRICA – BÉNIN	305	305	10 073	3,03 %
• BOA-FRANCE	918	557	9 183	10,00 %
• SOFIGIB	40	40	1 200	3,33 %
SOUS TOTAL	1 263	902		
DANS LES AUTRES SOCIÉTÉS				
• AISSA	7	7	42	16,67 %
• AGORA	250	250	5 000	5,00 %
• AFRICINVEST	44	44	38 112	0,12 %
• CTMI UEMOA	17	14	1 850	0,90 %
• VISA	5	5		
• PARTICIPATION CRRH UEMOA	100	100	3 426	2,92 %
• SCI OLYMPE	1 000	1 000	1 000	100,00 %
• UNION DES ASSURANCES VIE - BURKINA	100	100	1 000	10,00 %
SOUS TOTAL	1 523	1 520		
TOTAL PARTICIPATIONS	1 523	1 520		
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	2 786	2 422		

2.4. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Nature	Au 31/12/2012*	Augmentations*	Diminutions*	Au 31/12/2013*
IMMOBILISATIONS BRUTES	846	359		1 205
AMORTISSEMENTS CUMULÉS	640	159		799
TOTAL NET	206	200	0	406

2.5. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Nature	Au 31/12/2012*	Augmentations*	Diminutions*	Au 31/12/2013*
IMMOBILISATIONS BRUTES	9 671	2 917	1 283	11 305
• IMMOBILISATIONS EN COURS	760	1 249	1 122	887
• IMMOBILISATIONS D'EXPLOITATION	7 762	1 610	154	9 218
• IMMOBILISATIONS HORS EXPLOITATION	1 008	58		1 066
• IMMOBILISATIONS PAR RÉALISATION DE GARANTIE	141		7	134
AMORTISSEMENTS	4 755	924	75	5 604
• IMMOBILISATIONS EN COURS				
• IMMOBILISATIONS D'EXPLOITATION	4 492	862	74	5 280
• IMMOBILISATIONS HORS EXPLOITATION	263	62	1	324
TOTAL NET	4 916	1 993	1 208	5 701

2.6. AUTRES ACTIFS/PASSIFS

2.6.1 Autres actifs

Nature	Au 31/12/2012*	Au 31/12/2013*
DÉBITEURS DIVERS	146	1 670
VALEURS NON IMPUTÉES	608	110
VALEURS À L'ENCAISSEMENT	10 602	9 061
VALEURS À REJETER EN COMPENSATION	3	143
DÉPÔTS ET CAUTIONNEMENTS	365	364
STOCKS ET EMPLOIS DIVERS		
CRÉANCES RATTACHÉES	2 884	1 763
TOTAL	14 608	13 111

2.6.2 Autres passifs

Nature	Au 31/12/2012*	Au 31/12/2013*
DETTES FISCALES	2 078	2 568
DETTES SOCIALES	37	30
CRÉDITEURS DIVERS	102	306
DETTES RATTACHÉES	1 851	1 774
DIVERS	3 841	4 505
TOTAL	7 909	9 183

* En millions de F CFA.

2.7. COMPTES D'ORDRE ET DIVERS

2.7.1 Actif

Comptes d'ordre et divers actif	Au 31/12/2012*	Au 31/12/2013*
CHARGES COMPTABILISÉES D'AVANCE	450	469
PRODUITS À RECEVOIR	165	163
DIVERS	680	2 811
TOTAL	1 295	3 443

2.7.2 Passif

Comptes d'ordre et divers passif	Au 31/12/2012*	Au 31/12/2013*
CHARGES À PAYER	1 153	1 822
PRODUITS PERÇUS D'AVANCE	1 332	521
DIVERS	227	631
TOTAL	2 712	2 974

2.8. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Nature	Au 31/12/2012*	Au 31/12/2013*
CHARGES DE RETRAITE		
ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE	441	293
PERTES ET CHARGES	27	84
TOTAL	468	377

2.9. CAPITAUX PROPRES

2.9.1 Détail des capitaux propres

Nature	Montant Au 31/12/2012*	Affectation du résultat 2012*	Autres mouvements*	Montant Au 31/12/2013*
F.R.B.G.	3 885		580	4 465
PRIMES LIÉES AU CAPITAL	2 691			2 691
RÉSERVES LÉGALES	2 496	1 187		3 683
RÉSERVES RÈGLEMENTÉES				
AUTRES RÉSERVES				
CAPITAL SOCIAL	8 000		2 000	10 000
FONDS AFFECTÉS (PRÊTS SUBORDONNÉS)				
FONDS BLOQUÉS D'ACTIONNAIRES				
REPORT À NOUVEAU	3 967	1 186	-2 000	3 153
RÉSULTAT 2012	7 916	-7 916		
RÉSULTAT 2013			10 153	10 153
TOTAL	28 955	-5 543	10 733	34 146

2.9.2 Le Fonds pour Risques Bancaires Généraux

Le Fonds pour Risques Bancaires Généraux a été doté comme suit (en millions de F CFA, par année de dotation) :

Année	Montant
2010	2 795
2011	530
2012	560
2013	580
SOIT AU 31/12/2013	4 465

2.9.3 Informations sur le capital

Le capital de la BANK OF AFRICA - BURKINA FASO s'élève à 10 000 millions de F CFA. Il est composé de 1 000 000 titres d'une valeur nominale de 10 000 F CFA.

La structure de l'actionariat est la suivante :

Actionnaires	Structure
BOA WEST AFRICA	52,38 %
AUTRES BANK OF AFRICA	0,23 %
ATTICA S.A.	3,89 %
LASSINE DIAWARA	10,24 %
CAURIS CROISSANCE	0,41 %
UNION DES ASSURANCES DU BURKINA-VIE	8,98 %
AUTRES ACTIONNAIRES PRIVÉS	23,87 %
TOTAL	100,00 %

* En millions de F CFA.

3 / ENGAGEMENTS HORS BILAN

Nature	Au 31/12/2012*	Au 31/12/2013*
ENGAGEMENTS DONNÉS	47 984	81 001
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	1 625	11 414
• EN FAVEUR D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT	3	0
• EN FAVEUR DE LA CLIENTÈLE	1 622	11 414
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	46 359	69 587
• EN FAVEUR D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT		
• EN FAVEUR DE LA CLIENTÈLE	46 359	69 587
ENGAGEMENTS REÇUS	153 127	243 535
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT		
• REÇUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT		
• REÇUS DE LA CLIENTÈLE		
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	153 127	243 535
• REÇUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT	1 718	407
• REÇUS DE LA CLIENTÈLE	151 409	243 128
ENGAGEMENTS SUR TITRES		

4 / OBSERVATIONS SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

4.1. INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS

Nature	Au 31/12/2012*	Au 31/12/2013*
SUR CRÉANCES INTERBANCAIRES	1 787	1 593
• À VUE	81	32
• À TERME	1 706	1 561
SUR CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE	15 022	20 468
• CRÉANCES COMMERCIALES	269	517
• AUTRES CRÉDITS À COURT TERME	4 237	6 951
• COMPTES ORDINAIRES DÉBITEURS	2 205	2 798
• CRÉDITS À MOYEN TERME	8 133	10 002
• CRÉDITS À LONG TERME	178	200
TOTAL	16 809	22 061

4.2. INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES

Nature	Au 31/12/2012*	Au 31/12/2013*
SUR DETTES INTERBANCAIRES	1 230	1 967
• À VUE	250	333
• À TERME	980	1 634
SUR DETTES À L'ÉGARD DE LA CLIENTÈLE	7 533	8 404
• À VUE	1 640	2 281
• À TERME	5 893	6 123
SUR DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE	150	294
TOTAL	8 913	10 665

4.3. COMMISSIONS

Nature	Au 31/12/2012*	Au 31/12/2013*
COMMISSIONS PERÇUES (PRODUITS)	2 548	2 793
• SUR OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE ET INTERBANCAIRES	32	21
• SUR OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE	2 516	2 772
COMMISSIONS VERSÉES (CHARGES)	164	148
• SUR OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE ET INTERBANCAIRES	25	8
• SUR OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE	139	140

4.4. FRAIS GÉNÉRAUX D'EXPLOITATION

4.4.1 Frais de personnel

Nature	Au 31/12/2012*	Au 31/12/2013*
SALAIRES ET TRAITEMENTS	2 519	2 915
CHARGES SOCIALES	389	511
TOTAL	2 908	3 426

* En millions de F CFA.

4.4.2 Autres frais généraux

Nature	Au 31/12/2012*	Au 31/12/2013*
IMPÔTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉS	448	417
REDEVANCE DE CRÉDIT-BAIL	13	0
LOYERS	444	491
ENTRETIEN ET RÉPARATIONS	412	477
PRIMES D'ASSURANCE	203	240
INTERMÉDIAIRES ET HONORAIRES	944	1 063
PUBLICITÉ, PUBLICATIONS ET RELATIONS PUBLIQUES	301	325
DÉPLACEMENTS MISSIONS ET RÉCEPTIONS	229	272
FRAIS POSTAUX ET FRAIS DE TÉLÉCOMMUNICATIONS	516	458
ACHATS NON STOCKÉS DE MATIÈRES PREMIÈRES ET FOURNITURES	676	791
JETONS DE PRÉSENCE	56	51
MOINS-VALUES DE CESSIONS	5	102
AUTRES FRAIS GÉNÉRAUX	1 059	1 249
TOTAL	5 306	5 936

4.5. DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS

Nature	Au 31/12/2012*	Au 31/12/2013*
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	914	1 083
• DES IMMOBILISATIONS D'EXPLOITATION	914	1 083
• DES IMMOBILISATIONS HORS EXPLOITATION		
REPRISES	-20	-59
TOTAL	894	1 024

4.6. SOLDE EN PERTE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CRÉANCES ET DU HORS BILAN

Nature	Au 31/12/2012*	Au 31/12/2013*
DOTATIONS AUX PROVISIONS SUR CRÉANCES EN SOUFFRANCE	2 561	1 694
DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION DES AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF	109	61
DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	20	100
PERTES SUR CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	32	507
REPRISES DE PROVISIONS SUR CRÉANCES EN SOUFFRANCE	-1 908	-1 936
REPRISES DE PROVISIONS SUR AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF		
REPRISES DE PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	-124	-159
RÉCUPÉRATIONS SUR CRÉANCES AMORTIES	-3	
TOTAL	687	267

5 / AUTRES INFORMATIONS

5.1. EFFECTIFS MOYENS

CATÉGORIES	2012	2013
CADRES EXPATRIÉS	1	1
CADRES LOCAUX	12	12
GRADÉS	61	64
EMPLOYÉS	192	195
PERSONNEL NON BANCAIRE	11	12
PERSONNEL TEMPORAIRE		
TOTAL	277	284

5.2. CONTREVALEUR DES COMPTES EN DEVISES

Nature	2012*	2013*
ACTIF		
OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE	3 081	3 882
• BILLETS ET MONNAIES	511	531
• CORRESPONDANTS BANCAIRES	2 570	3 351
VALEURS À L'ENCAISSEMENT ET DIVERS		
PASSIF		
OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE	0	1 325
• CORRESPONDANTS BANCAIRES	0	1 325
• REFINANCEMENTS		
• AUTRES SOMMES DUES		
OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE	1 295	1 671
• COMPTES ORDINAIRES	1 295	1 671

* En millions de F CFA.

5.3. AFFECTATION DES RÉSULTATS DE L'EXERCICE 2013

Nature	En Millions de F CFA
RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2013	10 153
REPORT À NOUVEAU DE L'EXERCICE 2012	3 153
TOTAL À RÉPARTIR	13 306
RÉSERVE LÉGALE (15 % DU RÉSULTAT)	1 523
DIVIDENDE	7 096
RÉSERVES FACULTATIVES	
NOUVEAU REPORT À NOUVEAU	4 687
TOTAL	13 306

6 / RÉSULTAT DES CINQ DERNIERS EXERCICES

Nature	2009	2010	2011	2012	2013
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
• CAPITAL SOCIAL*	5 000	7 000	8 000	8 000	10 000
• NOMBRE DES ACTIONS ORDINAIRES EXISTANTES	500 000	700 000	800 000	800 000	1 000 000
OPÉRATIONS ET RÉSULTATS DE L'EXERCICE*					
• CHIFFRE D'AFFAIRES	14 713	18 959	23 853	29 734	35 985
• BÉNÉFICE AVANT IMPÔTS, AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	6 716	7 387	8 812	11 866	14 896
• IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES	1 041	922	1 404	2 368	3 451
• BÉNÉFICE APRÈS IMPÔTS, AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	2 272	3 064	4 898	7 916	10 153
RÉSULTAT PAR ACTION**					
• APRÈS IMPÔTS, AVANT AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	11 350	9 236	11 015	14 832	14 896
• APRÈS IMPÔTS, AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	4 544	4 377	6 122	9 895	10 153
PERSONNEL					
• EFFECTIF MOYEN DES SALARIÉS PENDANT L'EXERCICE	161	195	232	277	284
• MONTANT DE LA MASSE SALARIALE DE L'EXERCICE*	1 494	1 844	2 251	2 519	2 915
• SOMMES VERSÉES AU TITRE DES AVANTAGES SOCIAUX*					

ADDRESSES / ADDRESSES

SIÈGE / HEAD OFFICE

BANK OF AFRICA – 770, Avenue du Président Aboubacar Sangoulé Lamizana – 01 BP 1319 – Ouagadougou 01 – BURKINA FASO
☎ : (226) 50 30 88 70 à 73 – 📠 : (226) 50 30 88 74 – Télex : 5543 BF 1 – Swift : AFRIBFBF – @ : <information@boaburkinafaso.com>

CENTRE D'AFFAIRES / BUSINESS CENTRE

Agence Centrale – 770, avenue du Président Aboubacar Sangoulé Lamizana – 01 BP 1319 – Ouagadougou 01
☎ : (226) 50 30 88 70 à 73 – 📠 : (226) 50 30 88 74 – @ : <information@boaburkinafaso.com>

AGENCES OUAGADOUGOU / OUAGADOUGOU BRANCHES

AGENCE CENTRALE

770, Avenue du Président Aboubacar Sangoulé Lamizana
01 BP 1319 – Ouagadougou 01
☎ : (226) 50 30 88 70 à 73 – 📠 : (226) 50 30 88 74
@ : <information@boaburkinafaso.com>

AGENCE ÉLITE

770, Avenue du Président Aboubacar Sangoulé Lamizana
01 BP 1319 – Ouagadougou 01
☎ : (226) 50 30 88 70 à 73 – 📠 : (226) 50 30 88 74
Télex : 5543 BF

AVENUE DE LA NATION

Immeuble COBODIM – Face à la Maison du Peuple
Ouagadougou 01
☎ : (226) 50 30 88 70 à 73 – 📠 : (226) 50 30 88 74

AVENUE DE LA PAIX

Située à Boins-Yaaré, à côté de Bingo Market
Ouagadougou 01
☎ : (226) 50 30 88 70 à 73 – 📠 : (226) 50 30 88 74

BOULEVARD FRANCE-AFRIQUE

Situé avant la Station Pétroufa Ouaga 2000,
immeuble mitoyen à HEC – Ouagadougou 01
☎ : (226) 50 38 05 45 – 📠 : (226) 50 38 05 48

DASSASGHO - ZONE 1

Boulevard des Tensoaaba, 300 m côté sud de l'hôpital
pédiatrique – Ouagadougou 01
☎ : (226) 50 33 20 21 – 📠 : (226) 50 33 20 22

GOUNGHIN

Avenue du Kadiogo – 01 BP 1319 – Ouagadougou 01
☎ : (226) 50 34 50 00 – 📠 : (226) 50 34 43 14

KWAMÉ N'KRUMAH

Avenue Kwamé N'Krumah – Immeuble Kanazoé
01 BP 1319 – Ouagadougou 01
☎ : (226) 50 30 19 88 / 89 – 📠 : (226) 50 30 19 93

MAISON DE L'ENTREPRISE

132, Avenue de Lyon – 01 BP 1319 – Ouagadougou 01
☎ : (226) 50 30 88 70 – 📠 : (226) 50 30 88 74

MARCHÉ CENTRAL ROOD-WOOKO

Hangars n°1B3047 et 1B3048 – Ouagadougou
☎ : (226) 50 30 88 70 – 📠 : (226) 50 30 88 74

NEMNIN

Rue 3.02, Avenue de la Liberté – Face SONAPOST
de Nemnin – Ouagadougou
☎ : (226) 50 33 20 21 – 📠 : (226) 50 33 20 22

OUAGA 2000

Complexe Commercial Al Fateh Center – BP 1319
Face Hôtel Sofitel Libya, côté Parking – Ouagadougou
☎ : (226) 50 37 69 68 – 📠 : (226) 50 37 69 76

PISSY

Avenue Tidiane Coulibaly – Ouagadougou
☎ : (226) 50 43 72 14 – 📠 : (226) 50 43 72 13

TAMPOUY

Immeuble Boukary Sankara – Face Immeuble Kafando
Avenue Yatenga – 01 BP 1319 – Ouagadougou
☎ : (226) 50 49 79 28 – 📠 : (226) 50 35 34 00

TANGHIN

Face au rond-point du ROTARY, 700 m côté Nord
du Collège Protestant – Ouagadougou
☎ : (226) 50 30 88 70 à 73 – 📠 : (226) 50 30 88 74

UEMOA

380, Avenue du Professeur Joseph Ki-Zerbo
01 BP 543 – Ouagadougou 01
☎ : (226) 50 79 49 58 – 📠 : (226) 50 30 88 74

ZOGONA

1605, Avenue Charles de Gaulle – 01 BP 1319
Ouagadougou 01
☎ : (226) 50 36 85 27 – 📠 : (226) 50 36 85 28

AGENCES RÉGIONALES / REGIONAL BRANCHES

BANFORA

Secteur n°1, Route nationale n°7 – Banfora
☎ : (226) 20 91 12 00 – 📠 : (226) 20 91 12 04

BOBO-DIOULASSO

932, Avenue Guillaume Ouédraogo – 01 BP 416
Bobo-Dioulasso 01
☎ : (226) 20 97 39 15 – 📠 : (226) 20 97 39 16

BOBO-DIOULASSO / AGENCE DU BOULEVARD

☎ : (226) 20 97 51 14 – 📠 : (226) 20 97 51 16

BOBO-DIOULASSO / AGENCE DU MARCHÉ

Côté sud-est du Marché Central – Bobo-Dioulasso
☎ : (226) 20 97 51 05 – 📠 : (226) 20 97 51 06

DÉDOUGOU

Situé dans l'enceinte de la CAMEG, Route de Tougan
Dédougou
☎ : (226) 20 52 12 34 – 📠 : (226) 20 52 12 37

DIAPAGA

Parcelle 33, lot 4, Section AN, Secteur 1 – Diapaga
☎ : (226) 40 79 11 41

DORI

Secteur n°4, Route Nationale n°3 – Dori
☎ : (226) 40 46 00 91 – 📠 : (226) 40 46 00 81

ESSAKANE

Site mine d'or – Essakane
☎ : (226) 40 46 80 94 – 📠 : (226) 40 46 80 95

FADA N'GOURMA

Secteur 10 – Nationale n°4 – Face à la Cathédrale
de Fada – Fada
☎ : (226) 40 77 17 74 – 📠 : (226) 40 77 17 75

GAOUA

Situé dans l'enceinte de la CAMEG – Gaoua
☎ : (226) 20 97 39 15 – 📠 : (226) 20 97 39 16

KOUDOUGOU

1852, rue 2.18 – BP 43 – Commune de Koudougou
☎ : (226) 50 44 07 45 – 📠 : (226) 50 44 07 46

KOUPÉLA

Secteur 3 – Face au District Sanitaire – BP 185 Koupéla
☎ : (226) 40 70 04 44 – 📠 : (226) 40 70 04 33

POUYTENGA

Secteur 5 – Coté Nord – Marché Central – Pouytenga
☎ : (226) 40 70 66 66 – 📠 : (226) 40 70 60 66

TENKODOGO

Nationale N°16 – Face Station TOTAL SODHYFA
Tenkodogo
☎ : (226) 40 70 04 44 – 📠 : (226) 40 70 04 33